COLLECTION TREMPLIN, Nº 9, 2017

Empowerment et rapports sociaux dans les projets de développement de coopératives : le cas de Ricomida en Bolivie

Marie-Hélène Lajoie

UQÀM | IREF
Institut de recherches et d'études féministes

Marie-Hélène Lajoie

Empowerment et rapports sociaux dans les projets de développement de coopératives : le cas de Ricomida en Bolivie

Cahiers de l'IREF
Collection Tremplin, n^{o} 9, 2017

Prix de publication 2015-2016
Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal

La collection Tremplin des Cahiers de l'IREF est consacrée à la publication de mémoires avec concentration en études féministes qui ont remporté le Prix de publication de l'Institut.

Distribution : Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal
Téléphone : 514-987-6587
Télécopieur : 514-987-6742
Courriel : iref@uqam.ca
www.iref.uqam.ca

Adresse postale :
Case postale 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
CANADA

Adresse géographique :
Pavillon Hôtel-de-ville
210, Sainte-Catherine Est
Local VA-2200
Montréal (Québec) H2X 1L1

Institut de recherches et d'études féministes
Dépôt légal : 4e trimestre 2017
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-922045-51-2

Les textes publiés dans Les Cahiers de l'IREF n'engagent que la responsabilité de leurs auteures et auteurs.

Graphisme couverture : Service des communications, UQAM

Mise en page et graphisme : Claude Bergeron et son équipe

Révision et édition : Rébecca Beauvais, Sandrine Bourget-Lapointe, Alice van der Klei, Caroline Désy

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES v

REMERCIEMENTS vii

INTRODUCTION : Pour une conception féministe radicale du concept d'*empowerment* 1

CHAPITRE 1
L'*Empowerment* des femmes : théories, pratiques et questionnements dans le développement international 5
L'*empowerment* dans l'économie sociale et solidaire 5
Le concept d'*empowerment* : définitions et tensions 6
Aux origines du concept 6
*La conception féministe radicale de l'*empowerment 6
*La vision institutionnelle de l'*empowerment 9
La nécessité d'une analyse radicale-matérialiste 12
Le rapport social 12
L'intersectionnalité et la consubstantialité des rapports sociaux 13
Le développement 14

CHAPITRE 2
L'*empowerment* des femmes au sein de Ricomida : entre avancées et obstacles 17
Méthodologie 17
Présentation de la coopérative Ricomida 17
Méthode de recherche 19
Présentation de la grille d'analyse de l'*empowerment* 21
Le « pouvoir intérieur » 21
Le « pouvoir sur » 25
Le « pouvoir de » 26
Le « pouvoir avec » 28
Le défi de l'*empowerment* collectif 30

CHAPITRE 3
L'imbrication des rapports sociaux : l'exemple de Ricomida 33
Intersectionnalité et consubstantialité des rapports sociaux 33
Les femmes autochtones : au cœur des tensions entre le genre, la classe et la race 34
La consubstantialité des rapports coloniaux, de genre, de race et de classe : l'exemple de la coopérative Ricomida 38
Les rapports sociaux observés entre les membres et les intervenantes de la coopérative 39
Les rapports sociaux observés entre les membres de la coopérative 41
*La consubstantialité des rapports sociaux, le développement et l'*empowerment *des femmes de Ricomida* 43

CONCLUSION : Le difficile chemin vers l'*empowerment* dans le développement international 47

ANNEXE A : Grille d'analyse de l'*empowerment* individuel des femmes 51

ANNEXE B : Grille d'analyse de l'*empowerment* collectif des femmes 53

ANNEXE C : Liste des entrevues 55

ANNEXE D : Guide d'entrevue 57

BIBLIOGRAPHIE 61

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
AQOCI	Association québécoise des organisations de coopération internationale
BM	Banque mondiale
CRSP	Cadre stratégique de réduction de la pauvreté
GAR	Gestion axée sur les résultats
GED	Genre et développement
ICCO	*Inter-Church Organization for Development*
IFD/WID	Intégration des femmes au développement (*Women In Developement*)
IFFI	Institut de formation féminine intégrale (*Instituto de Formación Femenina Integral*)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ONG	Organisation non-gouvernementale
OTB	Organisation territoriale de base. (*Organización territoriale de base)*
PAS	Plan d'ajustement structurel
UNIFEM	Unité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
USAID	Agence États-Unienne de développement international

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mes directrices de recherche Nancy Thede et Allison Harell. Votre patience et votre générosité à mon endroit ont été fondamentales dans la réussite de ce mémoire et du plus grand défi de ma vie. Nos discussions et vos conseils ont grandement nourri mes réflexions

Je tiens aussi à remercier Alejandra Ramirez et Manuel de la Fuente du CESU-UMSS à Cochabamba. Merci d'avoir pris de votre temps pour organiser mon stage de recherche. Sans vous, je n'aurais jamais pu mener à bien cette recherche de terrain. Un merci tout spécial à Tatiana Collazos, Virginia Quezada et Miriam de l'IFFI pour votre générosité et votre accueil.

Merci à toutes les femmes rencontrées, d'avoir pris de votre précieux temps pour parler avec une étrangère de votre vie intime. Ce contact a été riche en connaissances et en émotions pour moi.

Finalement, je tiens à remercier mes amis, Anthony et Véronique particulièrement. Merci pour vos encouragements constants, votre écoute et votre support. Sans vous, j'aurais probablement abandonné ce projet il y a longtemps.

INTRODUCTION

Pour une conception féministe radicale du concept d'*empowerment*

La question des femmes et du genre dans les études et la pratique du développement est très vaste et sujette à de multiples points de vue. C'est dans les années 1970 que les femmes ont commencé à faire pleinement partie du champ d'étude, notamment avec l'avènement de la théorie de l'intégration des femmes au développement (IFD/WID) sous l'impulsion de l'ouvrage de Boserup (1970). Depuis les années 1980, la montée des études critiques sur le développement concorde avec la mise en place du courant « Genre et développement » (GED) et du concept d'*empowerment.* Ces deux conceptions visent une transformation en profondeur des rapports sociaux et naissent en critique au courant IFD et face aux projets de développement par le haut (*top-down*) (Rathgeber : 1994). Des chercheurs-es et réseaux féministes du Sud tels que DAWN élaborent alors une définition féministe radicale de l'*empowerment* qui vise la prise de conscience critique et le renforcement du pouvoir des femmes dans tous les aspects de leur vie et un changement en profondeur des rapports de pouvoir (Calvès : 2009, 738).

Depuis, les institutions du développement ont repris ces termes, et l'*empowerment* est devenu un mot omniprésent dans les politiques, les études, les programmes et les projets portant sur les femmes dans le développement. L'*empowerment* des femmes est même devenu un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et fait également partie des objectifs du développement durable (ODD). Ce terme est tellement répandu que sa définition en est floue et très variable selon l'institution ou la personne qui l'utilise. À l'heure du *mainstreaming* du genre, c'est-à-dire de l'intégration des préoccupations pour les questions de genre de manière transversale dans tous les programmes et projets de développement, on peut se questionner sérieusement quant à la signification réelle du concept d'*empowerment* et à son opérationnalisation pour le moins controversée parmi les féministes.

Face à l'institutionnalisation des notions de genre et d'*empowerment,* particulièrement sous l'égide de l'ONU et des institutions financières internationales comme la Banque Mondiale (BM), plusieurs chercheures et activistes se sont attelées à critiquer la tendance de ces institutions à dépolitiser et instrumentaliser ces concepts. (Baltiwala : 2007a ; Baltiwala : 2007b ; Bergeron : 2003 ; Biewener et Bacqué : 2011 ; Calvès : 2009). Ces concepts critiques qui visaient de profondes transformations sociales au départ, se sont retrouvés vidés de leur substance par l'utilisation qu'en font les principales institutions du développement. Cette recherche s'inscrit dans la lignée de ces études critiques face à l'utilisation de ces concepts par les institutions et vise à réactualiser la conception féministe radicale de la notion d'*empowerment* des femmes.

L'économie sociale et solidaire est un autre champ d'étude et de pratique du développement, particulièrement promu depuis les années 1990, de concert avec la préoccupation pour le thème de la bonne gouvernance. Les coopératives de travail que nous étudierons plus précisément ici sont des organisations d'économie sociale parfois mises en place dans les projets de développement, notamment en allant de pair avec les projets de micro-crédit. La création ou l'appui à des coopératives féminines est un type de projet très fréquent et de nombreuses études s'affairent à comprendre comment ces

projets peuvent favoriser l'autonomisation des femmes qui y participent (Charlier : 2006a, 2006b et 2009 ; Pape : 2008 ; Parpart : 2002 ; Rowlands : 1997 ; Vézina : 2004).

Notre étude s'inscrit dans ce courant, mais nous porterons une attention particulière à la manière dont ces projets favorisent un *empowerment* collectif des femmes, en vue d'une remise en question des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Le concept d'*empowerment* est vaste et inclut des aspects à la fois individuels et collectifs. Les diverses analyses de l'*empowerment* des femmes au sein des coopératives mettent souvent l'emphase sur les aspects économiques de l'autonomisation des femmes et peu d'attention est portée aux aspects collectifs de la transformation des rapports sociaux dans l'évaluation des projets de développement. C'est pourquoi cet essai s'attardera à la façon dont les projets de coopératives féminines peuvent favoriser la mise en commun des ressources des femmes vers un mouvement collectif et politique dans l'optique d'une plus grande égalité. Pour ce faire, cet essai portera sur l'étude d'une coopérative en particulier, par l'entremise d'observations de réunions collectives et d'entrevues individuelles des membres.

Les études sur les projets de développement visant le renforcement du pouvoir des femmes s'intéressent assez peu à l'influence des rapports sociaux de sexe, de race et de classe sur le processus d'*empowerment*, c'est pourquoi il est essentiel de mettre en lumière ces rapports de pouvoir à l'œuvre dans un projet de coopérative. Ainsi, nous étudierons l'imbrication de ces rapports sociaux et l'impact de la participation à une coopérative féminine sur le renforcement du pouvoir de ses membres à l'aide de l'analyse d'une coopérative en particulier. L'optique féministe radicale-matérialiste sera privilégiée, afin de se concentrer sur la matérialité des classes de sexes et sur le concept des rapports sociaux de sexes élaboré par les tenantes de cette tendance. Le concept de consubstantialité des rapports sociaux, élaboré par Kergoat (2009 et 2010) nous permettra d'interpréter les rapports sociaux vécus au sein de la coopérative que nous avons choisi d'analyser. Ainsi, nous fournirons un exemple de la manière dont les différents rapports sociaux s'articulent et se co-produisent, et nous pourrons mieux comprendre la possibilité réelle des coopératives de travail féminines à créer un espace de revendications politiques et l'impact des projets de développement sur les rapports sociaux et les pratiques sociales. De plus, nous montrerons comment les rapports sociaux consubstantiels, peuvent à la fois favoriser et défavoriser l'action collective de toutes les femmes afin de mener des revendications politiques vers un *empowerment* collectif.

Notre étude se penchera sur l'exemple de la coopérative Ricomida. Ricomida est un réseau de restauration mis en place par le *Instituto de Formación Femenina Integral* (IFFI) dans la zone péri-urbaine de Cochabamba en Bolivie. Ce projet de développement existe depuis 2006 et est financé par une ONG néerlandaise, l'*Inter-Church Organization for Development* (ICCO). Trente-six femmes étaient actives au sein de l'association lors de cette étude (2012) et chacune détenait son propre petit restaurant, tout en partageant les mêmes procédures de gestion et la même image corporative que ses associées. Non seulement ce projet est considéré par ses promotrices comme un véritable succès, mais le contexte social et politique bolivien dans lequel il s'inscrit est très pertinent pour cette analyse. L'IFFI est une organisation féministe et le projet est financé dans le cadre de programmes de développement pour l'*empowerment* des femmes, ce qui fait que notre étude peut servir d'exemple de la manière dont ce type de projet est mis en place de manière plus générale. L'analyse des rapports sociaux de sexe, de race et de classe est particulièrement intéressante dans le contexte bolivien.

Ainsi, nos questions principales sont : comment les coopératives féminines peuvent-elles être des déclencheurs de l'*empowerment* des femmes ? Comment fonctionne le processus d'*empowerment* ?

Comment les rapports sociaux consubstantiels agissent-ils sur l'*empowerment* des femmes dans un projet de coopérative ? Comment les processus institutionnels et l'appareil du développement international actuel influencent-ils l'*empowerment* des femmes ? Nous voulons d'une part comprendre le processus d'*empowerment* et, d'autre part, discerner les rapports sociaux de sexe, de race et de classe à l'œuvre au sein d'un projet de développement de coopérative afin de comprendre la dynamique de ces rapports de pouvoir et de voir comment la configuration de ceux-ci peut à la fois renforcer l'action collective politique des femmes et la défavoriser.

L'expérience de la coopérative Ricomida nous permettra d'illustrer la manière dont les rapports sociaux peuvent influencer l'*empowerment* dans le contexte de développement international plus général. Le contexte bolivien est ici particulièrement intéressant à étudier dans la mesure où les rapports de race et de classe sont rendus visibles par l'activité des mouvements féministes et autochtones/paysans. La politisation des identités en Bolivie fait partie intégrante de la manière dont s'expriment les rapports sociaux qui influencent l'*empowerment* des femmes du projet.

Pour répondre à ces questions, nous ferons, au chapitre 1, un état des lieux théorique sur le concept de l'*empowerment* des femmes au sein de l'économie sociale et solidaire en circonscrivant notre cadre d'analyse féministe matérialiste. Le chapitre 2 sera quant à lui dédié à la présentation de la coopérative féminine choisie et à l'étude de l'*empowerment* des femmes qui participent à la coopérative féminine Ricomida. Le chapitre 3 se concentrera sur l'étude des rapports sociaux de sexe, de race et de classe qui ont été observés au sein de la coopérative, de même qu'à l'explication de ces observations au sein du contexte social bolivien.

CHAPITRE 1

L'*empowerment* des femmes : théories, pratiques et questionnements dans le développement international

Ce chapitre sera consacré à l'historique de l'*empowerment* et des différentes façons de voir ce concept central aux études sur les femmes et au développement international. Nous dresserons un aperçu de l'inscription du concept dans les projets de coopératives de travail qui s'adressent aux femmes. Cela nous mènera à constater que la définition retenue de l'*empowerment* par les institutions tend à minimiser l'impact des rapports sociaux dans la mise en place des projets de développement et participe à un processus de dépolitisation des enjeux d'inégalités. L'approche féministe radicale-matérialiste suggère une façon d'appréhender le concept d'*empowerment* et l'étude des projets de développement qui s'adressent aux femmes dans une perspective de remise en question des rapports de pouvoir. Le concept de la consubstantialité des rapports sociaux nous permettra quant à lui de comprendre l'interaction des rapports sociaux conjointement au processus d'*empowerment* dans un projet d'économie solidaire.

L'*EMPOWERMENT* DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Dans le domaine du développement international, le concept d'*empowerment* est très souvent relié à des projets d'économie sociale et solidaire, eux aussi très populaires depuis le milieu des années 1990. L'économie sociale et solidaire est désormais encouragée et financée par les institutions internationales afin de favoriser un développement économique qui respecte les communautés locales. Il s'agit d'une réponse des institutions aux critiques qui leur ont été adressées, surtout à partir des années 1980, en ce qui a trait à leurs politiques de développement par le haut (*top-down*), souvent mal adaptées aux réalités locales.

Les coopératives de travail sont une forme d'économie solidaire promues dans le développement international, mais elles ont été moins étudiées que les programmes de micro-crédit avec lesquels elles sont souvent implantées ; c'est pourquoi nous axerons notre analyse sur ce type d'économie solidaire. Les coopératives sont composées de membres propriétaires et travailleurs qui gèrent de manière démocratique leur entreprise dont le but est d'assurer des besoins de leurs membres et de la communauté.

Il existe principalement deux branches de recherche qui concernent, l'économie solidaire et les études sur les femmes. La première branche s'intéresse à la nature spécifique et au fonctionnement des normes et des réseaux du capital social des femmes au sein des initiatives d'économie solidaire (Sanyal : 2009 ; Thorp : 2009 ; Maclean : 2010). On tente ici de comprendre comment l'économie solidaire renforce le capital social des femmes et favorise leur *empowerment*. Il ressort de ces études que ces projets bénéficient à l'*empowerment* individuel et collectif, par l'action collective des femmes, par le truchement d'une augmentation de l'influence normative et de la coopération entre les personnes (Sanyal : 2009 ; Thorp : 2009 ; Maclean : 2010). En instaurant des relations horizontales et démocratiques, les initiatives d'économie solidaire peuvent être un puissant levier de formation de capital social, et par extension d'*empowerment*.

La deuxième branche de recherche qui concerne les femmes dans l'économie solidaire se situe au sein des études féministes sur l'*empowerment*. On s'attarde généralement à comprendre comment ces nouvelles initiatives économiques, par la prise en charge collective et l'accès à un revenu ou au micro-crédit, permettent aux femmes non seulement d'améliorer leurs conditions de vie matérielles, mais aussi d'accéder à une plus grande autonomie et de tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes. On soutient ici que la mise sur pied d'entreprises d'économie solidaire crée un *empowerment* individuel et collectif des femmes qui y participent. L'économie solidaire, en offrant un espace de discussion démocratique et en mettant l'accent sur la collectivité, favoriserait la remise en question des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes (Charlier : 2006b et 2009 ; Pape : 2008 ; Parpart : 2002 ; Rowlands : 1997 ; Vézina : 2004).

Ce thème fait toutefois débat au sein des études féministes, car pour certaines, il est impossible de créer cet espace de réorganisation sociale dans le cadre des programmes de développement actuels. Nous verrons dans la prochaine section comment a été défini et utilisé le concept d'*empowerment* et quels sont les problèmes théoriques associés à l'étude de l'*empowerment* des femmes dans les projets de développement d'économie solidaire.

LE CONCEPT D'*EMPOWERMENT* : DÉFINITIONS ET TENSIONS

Aux origines du concept

Le concept d'*empowerment* s'ancre dans plusieurs sources théoriques importantes avant d'être systématisé par des féministes dans les années 1980 et repris par la suite par la majorité des institutions internationales du développement. Le mouvement afro-américain des droits civiques des décennies 1960-1970 est un des précurseurs, même s'il faudra attendre jusqu'en 1976, avec l'ouvrage de Salomon *Black Empowerment : Social Work in Oppressed Communities* pour que le terme soit officiellement accepté dans les milieux intellectuels et du travail social (Calvès : 2009). L'*empowerment* est alors basé sur une épistémologie du *standpoint*, c'est à dire que les études et les interventions se réclamant de l'*empowerment* prennent le point de vue des opprimés, non seulement pour leur donner une voix, mais aussi dans le but explicite d'acquérir la capacité de surmonter cette domination (Calvès : 2009 ; Falquet : 2003).

La plupart des textes portant sur l'*empowerment* font référence à Paulo Freire et à sa *Pédagogie des opprimés* (1974) qui inspirera le mouvement d'éducation populaire en Amérique Latine. Ce mouvement s'inscrit dans une critique sociale radicale et vise une mobilisation des marginalisés pour la transformation des rapports de pouvoir qui les oppriment. Freire développe la méthode de la conscientisation qui vise à aider les opprimés à identifier ce qui les opprime et à rechercher eux-mêmes les outils pouvant améliorer leurs propres conditions. Il s'agit donc d'un moyen pour que les marginalisés se politisent eux-mêmes, par la prise de conscience critique (Freire : 1974, 9). La méthode de la conscientisation place dans un rapport de force explicite les opprimés et le système oppresseur et tente de poser ces premiers comme sujets, comme possédant les clés de leur propre libération.

La conception féministe radicale de l'*empowerment*

Bien que Freire ait ignoré la dimension genrée dans sa méthode, elle fut reprise et raffinée par des mouvements et des penseures féministes au courant des années 1980. La conceptualisation de l'*empowerment* au sein du développement international est principalement le fait des mouvements

féministes radicaux du Sud, parallèlement à la critique du paradigme de l'IFD (Rathgeber : 1994). On assiste alors à une volonté de la part des intellectuelles et militantes féministes de diriger leurs théories et interventions vers une remise en question des rapports de genre souvent sous-estimés dans les programmes IFD, notamment par la création de la théorie GED et la systématisation de l'*empowerment*[1]. Cette optique vise non seulement le développement économique et une plus grande participation des femmes, mais aussi une redéfinition des rôles sociaux dans le but d'atteindre l'égalité entre les sexes (Rathgeber : 1994). Une deuxième innovation de l'approche GED réside dans le fait qu'on considère maintenant les femmes comme des agentes de changement, tant dans leur vie personnelle que dans leur milieu alors que l'approche IFD avait plutôt tendance à ne considérer les femmes que comme des bénéficiaires passives de l'aide extérieure (Rathgeber : 1994).

L'*empowerment* est d'abord défini comme un processus endogène à la société civile ayant comme catalyseurs les mouvements féministes et populaires. Cela inclut aussi une nouvelle vision du développement : on ne prend pas seulement l'économie comme point d'ancrage, mais aussi la destruction des systèmes d'oppression et des obstacles structurels à la pleine participation des femmes du Sud. Ainsi, la mobilisation politique, la conscientisation et l'éducation populaire sont les principales stratégies envisagées pour promouvoir un développement débarrassé de toutes formes d'oppression basée sur le sexe, la classe, la race et la nationalité, dont les enjeux sont intereliés (Sen et Grown : 1987, 1). Cette conception considère les différentes structures sociales de domination, comme le patriarcat, le racisme et le colonialisme, comme étant fondamentalement imbriquées et devant être combattues dans leur ensemble.

De plus, l'*empowerment* est une notion fondamentalement politique qui oblige une conceptualisation de la notion de pouvoir. Comme le montre Kabeer, l'*empowerment* est indissociable du *disempowerment*, de la vulnérabilité des groupes et des individus qui minimise leur possibilité de faire des choix. L'*empowerment* consiste en l'acquisition de nouvelles capacités qui permettent d'agir sur sa vie et sur sa société (Kabeer : 2005a, 14). Ce processus est vu comme étant à la fois individuel et collectif et touche toutes les dimensions de la vie des femmes.

Le pouvoir est ici décortiqué de manière complexe en quatre types de pouvoirs distincts mais qui s'influencent mutuellement : le « pouvoir intérieur », le « pouvoir sur », le « pouvoir de » et le « pouvoir avec » (Biewener et Bacqué : 2011). De la prise de conscience individuelle des rapports de pouvoir dans sa propre vie par l'acquisition d'un « pouvoir intérieur », il se développe par l'acquisition d'un « pouvoir sur », c'est à dire le contrôle des ressources financières et matérielles qui permettent une plus grande

---

1 L'approche IFD, sous l'impulsion de Boserup en 1970, avait comme intention principale de mobiliser les femmes au service du projet de modernisation du développement, sans toutefois remettre celui-ci en question, dans une approche libérale (Beaulieu et Rousseau : 2011, 6). De plus, cette tendance s'inscrit dans la continuité des approches prédominantes du développement de l'époque, c'est-à-dire qu'elle est conçue « par le haut » et qu'elle vise à intégrer les femmes aux processus du développement vers l'industrialisation qui ont été pensés particulièrement pour le travail masculin. Cette approche a été vivement critiquée à partir des années 1980, parallèlement à la construction de l'approche GED. Les tenantes du GED, issues des mouvements marxistes ou radicaux, reprochent à la théorie IFD de passer sous silence la question des rapports de pouvoir et des raisons systémiques de la pauvreté et de l'infériorisation des femmes dans les processus du développement, en plus d'avoir une vision basée sur les façons de voir typiquement occidentales, mal adaptées aux réalités des pays du Sud (Beaulieu et Rousseau : 2011, 6). La théorie GED, plus critique du développement et plus radicale, s'efforce de comprendre la situation des femmes du Sud de manière plus globale, en s'intéressant aussi aux rapports de pouvoir coloniaux et patriarcaux. De plus, on met ici davantage l'accent sur les mouvements de femmes et sur « une approche « par le bas », où les femmes seraient les auteures de la définition des problèmes qui les concernent et où les voix des femmes du Sud seraient véritablement entendues » (Beaulieu et Rousseau : 2011, 7).

indépendance. On ne table pas que sur le rapport de contrôle des ressources, mais sur une vision du pouvoir plus diffuse dans une optique de capacité à faire des choix dans sa propre vie, c'est à dire le « pouvoir de ». Le « pouvoir avec » réfère quant à lui au pouvoir politique et social, à la capacité de s'organiser et de faire valoir ses revendications (Biewener et Bacqué : 2011). Tous ces types de pouvoir s'exprimeraient tant au niveau individuel que collectif.

Il est important de souligner que le pouvoir est ici relié à la capacité réelle et matérielle de faire des choix. Ainsi, les personnes doivent choisir activement, c'est-à-dire qu'elles doivent être suffisamment informées pour le faire, mais il est aussi nécessaire qu'il existe d'autres alternatives possibles pour elles. Ces choix doivent se faire en pleine conscience et doivent remettre en cause les relations de pouvoir pour qu'on considère qu'il y ait *empowerment* (Kabeer : 2005b, 215).

À cette définition, plusieurs auteures ajoutent l'importance du triple rôle social. L'*empowerment* doit s'inscrire à la fois dans la sphère productive, qui concerne le travail rémunéré, dans la sphère reproductive, qui concerne le travail domestique et du *care* que constituent les soins aux enfants et aux personnes vulnérables, et dans la sphère communautaire c'est-à-dire le rôle de gestion sociale que jouent les femmes dans les réseaux de réciprocité. Ce dernier rôle est souvent sous-estimé parce qu'il s'effectue régulièrement de manière informelle, en dehors des réseaux politiques et sociaux traditionnels (Moser : 1989). L'*empowerment* est vu comme un concept permettant de saisir tous les aspects de la vie des femmes.

La plupart des auteures s'entendent pour dire que le plus haut niveau d'*empowerment* se situe au niveau collectif, le « pouvoir avec », dans la capacité des femmes de s'organiser et de se constituer dans un rapport de force. L'aspect collectif de l'*empowerment* est primordial pour les féministes, puisque la lutte contre le patriarcat doit se faire dans un mouvement de masse des femmes. Comme le montre Kabeer,

> Reconnaître les aspects partagés de la subordination c'est mettre en évidence qu'elle est imposée collectivement et donc ne peut être changée qu'à travers l'action collective ; c'est reconnaître la nécessité et la puissance de l'action collective (Kabeer : 1994, 253).

Mais tous les types de pouvoir sont fortement liés. Charlier donne l'exemple d'une spirale dynamique de l'*empowerment* pour illustrer le fait que ce processus n'est pas linéaire et que l'acquisition d'un aspect du pouvoir peut avoir un effet d'entraînement sur les autres aspects (Charlier : 2011).

Cette définition n'est toutefois pas exempte de tensions puisque l'*empowerment* suit un parcours en spirale en constante évolution. Les changements dans les rapports de pouvoir ne peuvent être conçus à l'avance, ils se forment durant le processus même d'*empowerment*, au moins après la phase initiale de la conscience critique. Ainsi, la volonté de transformation sociale se construit souvent dans un contexte très ouvert, sans que l'on en connaisse l'issue. Dans un même temps, le concept d'*empowerment* appelle aussi un changement radical des rapports sociaux, qui lui, demande une organisation à long terme. Il y a ici une tension dans la conceptualisation de l'*empowerment* et ce, entre le processus de formation de la critique sociale et le passage à l'action de la transformation des rapports sociaux (Biewener et Bacqué : 2011).

Cette tension peut être résolue grâce à la distinction entre les besoins pratiques de genre et les besoins stratégiques de genre. Comme l'ont élaborée Young (1988), Molyneux (1985) et Moser (1989), cette vision distingue les besoins pratiques, reliés aux intérêts à court terme des femmes et à leurs besoins de survie de tous les jours, de leurs besoins stratégiques qui concernent leurs intérêts à long terme et qui nécessitent une analyse des causes de leur subordination. Cela permet de voir l'*empowerment* comme un processus en deux phases qui mènent à un changement des rapports de pouvoir sans qu'il n'y ait de

contradiction. Suivant cette logique, on peut dire que les phases individuelles comprenant « le pouvoir intérieur » et le « pouvoir sur » correspondent davantage aux intérêts pratiques de genre, alors que les phases collectives du « pouvoir de » et du « pouvoir avec » correspondent quant à elles aux intérêts stratégiques de genre, dans la remise en question des rapports de pouvoir qui devrait en découler. Cette façon de concevoir l'*empowerment* permet de mieux distinguer les phases individuelles et collectives. Nous utiliserons cette vision en deux phases de l'*empowerment* dans notre analyse.

Moser a une vision plutôt institutionnelle du développement et elle considère qu'il est possible d'instaurer des programmes de développement qui favorisent cette réappropriation du pouvoir par les femmes, mais pour d'autres, le changement social par l'*empowerment* ne peut se faire que par des projets *bottom-up,* issus des organisations de la société civile (Batliwala : 2007a ; Sen et Grown : 1987 ; Rowlands : 1997). C'est pourquoi on insiste souvent sur l'importance des associations endogènes comme principaux catalyseurs de l'*empowerment* des femmes (Batliwala : 2007a).

La vision institutionnelle de l'*empowerment*

Bien que les différentes institutions internationales du développement utilisent l'*empowerment* de manière variable les unes des autres, nous tenterons ici de faire apparaître certains points communs dans leurs définitions et leurs applications du concept. Comme nous l'avons vu plus tôt, c'est à partir de l'adoption de l'approche transversale de genre en 1995 que les institutions internationales ont intégré l'*empowerment* dans leurs programmes et leurs politiques, à la fois concernant les femmes, mais aussi dans une optique de lutte contre la pauvreté. En fait, le terme d'*empowerment*, bien qu'il soit très fréquemment utilisé par toutes les institutions du développement, n'est que très rarement défini de manière explicite, qui plus est, les définitions qu'on lui donne sont souvent vagues et finissent généralement par remplacer les termes « égalité des sexes » ou « statut des femmes » (Calvès : 2009, 743). Par exemple, au fil du temps, le concept a revêtu au moins trois définitions différentes dans les documents de la BM (Calvès : 2009, 743). Nous retracerons ici les transformations qui ont été opérées sur la notion d'*empowerment*.

Il semble d'abord que le concept soit perçu surtout dans sa dimension individuelle et qu'on préconise davantage l'aspect individuel du renforcement du pouvoir des femmes que l'aspect de la prise en charge par les femmes en tant que groupe, sous l'angle de l'action collective. Dans les documents institutionnels consultés, il est très peu mention de projets et de programmes qui favorisent la mise en commun des ressources des femmes pour qu'elles construisent un rapport de force plus global. Il est justement intéressant de noter que la plupart des documents traduisent en français le terme « *empowerment* » par la notion « d'autonomisation », qui réfère à une conception centrée sur l'individu (UNIFEM : 2010 ; BM : 2003 ; BM : 2004).

Un autre changement théorique effectué avec l'institutionnalisation du concept en lien avec le processus d'individualisation, consiste au fait que les institutions ne conservent qu'une certaine partie du concept : l'*empowerment* économique et financier. Alors que pour les féministes, l'acquisition des ressources financières et matérielles, le « pouvoir sur », n'est qu'un fragment de l'*empowerment* des femmes, les institutions internationales tablent l'entièreté de leurs projets et de leurs politiques sur celui-ci. Celles-ci tendent à présenter l'*empowerment* financier des femmes, par l'accès à un nouveau revenu ou au crédit, comme un renforcement du pouvoir tout court, ou encore comme menant, de façon automatique, à un *empowerment* collectif (BM : 2004 ; BM : 2003 ; ACDI : 1999). Ceci reflète un biais économiciste de la conception du pouvoir des institutions du développement.

Cette façon de concevoir l'*empowerment* comme un processus avant tout individuel a une conséquence importante sur le plan conceptuel : on assiste alors à un phénomène de dépolitisation des rapports sociaux. En mettant l'accent sur l'individu dans leurs programmes et leurs projets sur l'*empowerment*, les institutions de développement ont tendance à mettre de côté les raisons structurelles au manque de pouvoir, comme le patriarcat, le colonialisme et le racisme, par exemple, ce qui amène une dépolitisation des enjeux collectifs (Parpart : 2002 ; Molyneux : 2002). Le pouvoir est désormais vu comme étant harmonieux et non-conflictuel. En effet, on semble oblitérer l'aspect fondamentalement subversif du changement dans les rapports sociaux (Bergeron : 2003 ; Charlier : 2006 ; Sardenberg : 2008 ; Calvès : 2009 ; Molyneux : 2002 ; Kabeer : 2005). Charlier (2011) soutient justement que l'aspect des conflits associé aux changements dans les structures sociales est très peu présent dans la grille de Harvard, grille utilisée pour évaluer les rôles sociaux genrés dans les programmes et les projets d'*empowerment* par l'Agence américaine d'aide au développement (USAID) et la BM depuis le début des années 1990[2].

Dans le contexte actuel où l'harmonisation et le principe de l'efficacité de l'aide au développement sont primordiaux pour les institutions internationales, plusieurs soulignent que les principaux outils de gestion du développement, comme les cadres stratégiques de réduction de la pauvreté (CSRP) et la gestion axée sur les résultats (GAR), contribuent à une technicisation de l'action des institutions. Alors que les CSRP sont censés être conçus de manière *bottom-up* selon la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), il en est autrement dans la pratique, d'une part parce que les institutions qui réclament les CRSP demandent souvent des échéanciers très courts et d'autre part parce que la société civile manque de moyens pour rendre ses revendications et ses priorités intelligibles dans les termes du dispositif du développement (AQOCI : 2008, 15 ; Campbell et Teghtsoonian : 2010). Alors que la GAR se veut un outil uniforme pour mieux mesurer les résultats des projets d'aide (OCDE : 2009), il apparaît que cette technique de nature quantitative ne permet pas de prendre en compte les processus politiques, notamment en ce qui a trait aux changements des rapports sociaux et à la dimension collective de l'*empowerment*.

Cette manière de voir les projets d'*empowerment* mène à un statu quo et à une résistance au changement de la part des institutions : l'égalité des sexes devient dès lors un problème technique à résoudre à l'aide de plans bureaucratiques (Parpart : 2002 ; Biewener et Bacqué : 2011 ; AQOCI : 2008 ; Vézina : 2004 ; Baltiwala : 2007a ; Baltiwala : 2007b). Le terme même de GAR montre que l'on s'intéresse peu au processus qui a mené à ces résultats, alors que ce processus devrait justement être l'*empowerment*. Afin d'entrer dans les cadres stricts des institutions internationales pour obtenir du financement, les ONG et les organisations locales sont contraintes de définir des critères d'*empowerment* plus étroits, en lien avec les données quantifiables exigées par la GAR (Biewener et Bacqué : 2011).

Plusieurs auteures féministes dénoncent l'instrumentalisation de l'*empowerment* par les institutions. Celles-ci tendent à promouvoir l'*empowerment* non en vue de l'égalité des sexes en elle-même, mais dans une logique d'instrumentalisation. Dans plusieurs écrits des institutions, on s'attarde davantage aux raisons économiques pour lesquelles il est bon de s'intéresser aux femmes, plutôt qu'à la promotion de leurs droits en eux-mêmes, même si on leur reconnaît officiellement une valeur intrinsèque (BM : 2003 ; BM : 2011 ; BM : 2012 ; UNIFEM : 2010). Roberts et Soederberg (2012) soutiennent que le discours de la BM dans le rapport mondial de 2012 sur l'égalité de genre tend à présenter les rapports de genre comme a-historiques et de manière dépolitisée, ce qui fait en sorte qu'on présente l'égalité

[2] Pour plus d'information sur la grille de Harvard (*Harvard Analytical Framework*), consultez Overholt et *al.* : 1985.

des sexes comme étant une politique économique avant tout. Les auteures soutiennent qu'on montre ici l'intégration économique des femmes comme un avantage aux entreprises, en les présentant comme une nouvelle clientèle, plutôt que comme une lutte pour l'égalité (Roberts et Soederberg : 2012). Ainsi, l'égalité des sexes par l'*empowerment* des femmes est vu comme un outil servant à des fins extérieures : une meilleure éducation des enfants, une amélioration de la santé de la population, mais surtout, une plus forte croissance économique (Treillet : 2008 ; Molyneux : 2002 ; Sardenberg : 2008 ; Calvès : 2009). Les droits des femmes sont alors soumis à une logique où la performance économique arrive au premier plan des priorités.

Sardenberg soutient que les institutions utilisent le concept et la lutte contre la pauvreté pour intégrer les femmes et les pauvres dans la logique du libéralisme. Elle souligne que l'on est passé d'une conception de « l'*empowerment* libérateur » des systèmes oppressifs, à une conception de « l'*empowerment* libéral » axé sur la maximisation de l'intérêt individuel et capitaliste (Sardenberg : 2008). Dans une perspective néolibérale et suite au désengagement massif de l'État dans les pays en développement depuis les programmes d'ajustements structurels (PAS), les institutions semblent concevoir plutôt l'économie sociale et solidaire et les projets d'*empowerment* comme une façon de pallier les défaillances de l'État (Treillet : 2008 ; Calvès : 2009 ; Bibeau : 2005). Les réseaux propres aux femmes et leur travail genré du *care* est naturalisé et il est même vu comme un avantage puisqu'il s'agit d'un travail gratuit, ce qui favorise le retrait de l'État des programmes sociaux (Molyneux : 2002 ; Arneil : 2006 ; Bibeau : 2005).

Pour plusieurs, cette mainmise des institutions sur la conceptualisation de l'*empowerment* participe à des opérations de récupération du mouvement féministe contestataire ou encore de dépolitisation des enjeux d'inégalités entre les sexes. Il semble que les institutions internationales aient adopté le terme *empowerment* comme un *buzzword* (Batliwala : 2007a) afin de récupérer à leur compte les critiques féministes face à leurs politiques antérieures. De plus, cela participe à saper le mouvement de contestation en vidant de leur substance les concepts qui étaient jusqu'alors utilisés en faveur d'une transformation sociale radicale (Bergeron : 2003 ; Batliwala : 2007b). Ainsi, l'*empowerment* est désormais utilisé pour justifier les structures de pouvoir inégalitaires existantes, plutôt qu'à les transformer.

Face à ce détournement théorique très contesté aux mains des institutions internationales du développement, plusieurs féministes se demandent si le concept a toujours une valeur pour leur mouvement (Calvès : 2009 ; Batliwala : 2007a ; Baltiwala : 2007b ; Parpart : 2002). Certaines choisissent de redéfinir en partie la conception de l'*empowerment* et de continuer la critique des institutions internationales dans une posture de résistance à cette récupération de leur concept (Calvès : 2009 ; Parpart : 2002). Par exemple, Charlier distingue l'*empowerment*, concept utilisé par les institutions, de l'*empoderamiento*, issu de la tendance féministe (Charlier : 2011). Devant ce qu'elles jugent une corruption du concept de départ, d'autres croient que le concept n'est tout simplement plus utilisable et qu'il est désormais nécessaire d'en inventer de nouveaux, ainsi que de nouvelles façons de faire (Batliwala : 2007b)[3].

[3] Face à ce dilemme, nous aurions pu nous tourner vers la littérature qui concerne les concepts de citoyenneté et d'émancipation. Toutefois, le concept d'*empowerment* reste selon nous toujours pertinent puisqu'il est, de loin, le plus utilisé dans le milieu du développement international. Nous avons fait le choix ici de nous réapproprier le terme dans une posture de résistance au détournement de sens. De plus, nous intégrons la question des intérêts pratiques et stratégiques de genre de même que la question du triple rôle des femmes au concept d'*empowerment*, ce qui permet de mettre l'accent sur les rapports de pouvoir dans notre analyse.

LA NÉCESSITÉ D'UNE ANALYSE RADICALE-MATÉRIALISTE

Cette brève revue de la littérature du concept d'*empowerment* nous laisse devant un constat : les institutions internationales du développement minimisent l'importance des rapports sociaux et des structures de domination dans leur conception de l'*empowerment*. Plus encore, les féministes arguent que les conceptions et pratiques du système actuel du développement participent activement au maintien des structures inégalitaires.

Dans le but de résister à cette dépolitisation, il importe donc d'analyser les rapports sociaux de domination dans les projets de développement afin de cerner la portée du concept d'*empowerment* des femmes dans les initiatives d'économie solidaire. De plus, il est désormais essentiel d'orienter notre analyse vers l'aspect collectif de l'*empowerment* des femmes puisque la notion se trouve individualisée dans le paradigme dominant. Nous porterons une attention particulière à la dimension collective et nous étudierons plus précisément les phases du « pouvoir de » et du « pouvoir avec ».

Le rapport social

Une réflexion sur la définition du rapport social de sexe et l'articulation aux autres rapports sociaux tels que la race, la classe, la sexualité, etc. est donc nécessaire, et les féministes radicales-matérialistes sont celles qui, selon nous, l'ont conceptualisé de la manière la plus précise. Ainsi, il est pertinent d'analyser, par le biais d'études de cas, les rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre dans les projets de coopératives de femmes, en mettant particulièrement l'emphase sur la capacité de ces projets de créer un *empowerment* collectif c'est-à-dire un mouvement de masse des femmes pour mener des revendications politiques.

Dans le cadre de cette étude sur l'*empowerment* des femmes et l'analyse des structures de domination qui influent sur cet *empowerment*, la pensée féministe radicale-matérialiste est appropriée puisque ce cadre d'analyse porte principalement sur les rapports sociaux d'oppression, d'exploitation et de domination. Ce courant de pensée est issu d'une double critique : une critique du féminisme marxiste qui attribue l'inégalité des sexes au système capitaliste et une critique du courant radical de la « fémelléité » issu de la psychanalyse différenciée des sexes (Toupin : 1997). Ici, « l'oppression des femmes est donc à chercher dans la matérialité des faits sociaux (d'où le nom féministes matérialistes), et non dans la psychologie ou la biologie des femmes » (Toupin : 1997, 16). Ainsi, l'approche retenue est radicale, dans le sens où on cherche ici les racines de la domination des femmes (le patriarcat) et qu'on ne s'attaque pas seulement aux préjugés ou aux droits des femmes comme dans l'approche libérale égalitaire. Cette approche est aussi matérialiste au sens où on s'intéresse au phénomène d'exploitation du travail, tant salarié que domestique et à la matérialité des « classes » de sexes.

L'aspect systémique des rapports sociaux dans l'*empowerment* des femmes nous interpelle également. Nous définirons le rapport social de sexe comme une relation conflictuelle entre la classe sociale des hommes et la classe des femmes autour d'un enjeu, particulièrement celui du travail et de sa division sexuelle (Kergoat : 2009). Cet antagonisme est construit socialement, basé sur des rapports de pouvoir réels et matériels entre les hommes et les femmes. Ces rapports de pouvoir sont constitutifs des classes sociales puisque la définition même des classes sociales de sexes se résume à ces antagonismes, la différence biologique des sexes ne servant que comme prétexte à la naturalisation de ces rapports de pouvoir construits (Delphy : 2001, 24). Pour Delphy, ce rapport s'inscrit particulièrement dans le mode de production domestique qui confine les femmes à l'espace privé-domestique, déconnecté et dévalorisé

par rapport à l'économie formelle qui est l'apanage de la classe des hommes (Delphy : 2001, 36). Le rapport d'appropriation du travail des femmes par les hommes n'est pas ici que le fait de pratiques sociales individuelles, il fait système et régit en partie les sociétés. Ce rapport matériel et physique a un effet idéologique essentiel : le discours de naturalisation de ces catégories sociales qui assure la pérennité du système (Guillaumin : 1992, 49).

Il s'agit d'un système global de catégorisation, de division et de hiérarchisation sociale, qui dans le cas des rapports de sexe, est défini comme un système social de sexe : le patriarcat (Mathieu : 1991). Il est important de mentionner que les rapports de sexe agissent de la même manière, dans les principes de division et de hiérarchie, que les autres systèmes de domination comme la race et la classe (Guillaumin : 1992 ; Delphy : 2008 ; Kergoat : 2009). Nous entendrons ici comme synonymes l'expression « rapport social de sexe » et « rapport de genre », puisque le terme *genre* réfère ici à la construction sociale des sexes, de leurs attributs, de leurs normes différenciées et au système de division des sexes.

L'intersectionnalité et la consubstantialité des rapports sociaux

Le rapport de genre n'agit jamais seul, il se combine de façon particulière avec les autres rapports sociaux vécus par les individus, d'où la nécessité d'une réflexion sur la manière dont ils s'articulent. Une compréhension conjointe de ceux-ci nous permet de comprendre la complexité et la diversité des pratiques sociales. Ainsi, on peut mettre en évidence à la fois les obstacles liés à l'*empowerment* des femmes par rapport aux hommes, mais cela nous permet aussi de comprendre les différences existantes au sein de la catégorie « femmes ».

Le féminisme postcolonial a fait apparaître l'importance de la prise en compte de tous les rapports sociaux lorsqu'on étudie les femmes des pays du Sud, surtout le colonialisme et le racisme implicites à la production intellectuelle qui porte sur elles (Mohanty : 1988). Comme le montre Mohanty, le discours féministe occidental dominant a tendance à homogénéiser les expériences de vie des femmes du « Tiers-Monde » en un amalgame victimisant, les présentant comme nécessairement pauvres, à la sexualité et à la natalité contraintes, sous-éduquées et fondamentalement liées à la tradition. Cette « colonisation discursive » a pour effet implicite de montrer l'expérience des femmes occidentales comme le contraire : elles sont modernes, éduquées et ont un véritable contrôle sur leur corps (Mohanty *:* 1988, 65). Cette catégorisation suppose une oppression commune universelle, a-historique et propose une vision du pouvoir comme étant unilatéral et binaire (Mohanty *:* 1988). Face à ces critiques, les pensées féministes s'évertuent dorénavant à nuancer la catégorie « femme » et à penser les différences de leur condition[4].

C'est sur cette base qu'a été créé le concept d'intersectionnalité. Le but en est de cartographier les dominations pour mieux comprendre les liens entre les différents rapports sociaux chez les personnes qui se trouvent aux intersections de ces rapports (Crenshaw : 2005). Par exemple selon Crenshaw, une femme « noire » se retrouve notamment à l'intersection des systèmes du racisme et du sexisme, sauf que les divers rapports sociaux ne font pas ici que s'additionner, ils se combinent de façon particulière. Du fait de son identité intersectionnelle, cette personne se trouve doublement marginalisée, au sein du groupe « femme » et au sein du groupe des personnes « de couleur » (Crenshaw : 2005, 135). L'approche

[4] Un des débats fondamentaux actuels étant l'élaboration d'une pensée et d'une pratique féministes qui prennent en compte la diversité des expériences de vie féminines, sans les naturaliser.

intersectionnelle permet l'analyse en termes d'articulation des rapports sociaux coloniaux, de race[5], de classe, de genre et de sexualité, en cartographiant la situation sociale des personnes concernées.

C'est pourquoi nous reprendrons plutôt l'un des principes de l'intersectionnalité, soit la consubstantialité des rapports sociaux développé par Kergoat. Ce principe permet de comprendre les rapports de domination dans toute leur diversité tout en questionnant les racines de la catégorisation et de la hiérarchisation (Juteau : 2010)[6]. Ici, les rapports sociaux forment un nœud qui ne peut être séquencé dans la vie des individus car ils sont fondamentalement imbriqués. Dans sa vie personnelle, un individu ne peut séparer son identité selon les rapports sociaux : ces derniers forment le fondement de l'identité qui ne peut être séparé que dans un but purement analytique précise l'auteure (Kergoat : 2009, 112). Ces rapports sont aussi co-extensifs : en se déployant, les rapports sociaux de classe, de genre, de sexualité et de race se reproduisent et se co-produisent mutuellement (Kergoat : 2009). Chaque rapport social imprime sa marque sur les autres. La co-extensivité des rapports sociaux nous montre que les systèmes de domination s'influencent les uns les autres.

L'analyse consubstantielle propose une alternative à l'épineuse question des différences entre les femmes, puisqu'il n'y a ici aucun rapport social prioritaire. Les rapports de domination peuvent être source de solidarité ou non, selon la configuration particulière à laquelle les personnes font face (Kergoat : 2009 ; Juteau : 2010). Les individus peuvent alors donner préséance à l'une ou l'autre dimension de leur identité selon le rapport social prioritaire à un moment précis. Une femme « noire », par exemple, peut choisir stratégiquement quel rapport social est prioritaire entre le genre et la race selon la situation à laquelle elle est confrontée, même si cela peut présenter des contradictions ouvertes entre les différentes facettes de son identité et mine parfois certains liens de solidarité.

La consubstantialité des rapports sociaux est particulièrement pertinente pour notre recherche dans la mesure où ce principe n'a pas encore été appliqué dans le domaine du développement international, où on préfère généralement le concept d'intersectionnalité. Les projets de développement de coopératives de femmes se trouvent justement au centre de plusieurs rapports sociaux : dont le genre, la race, la classe et le colonialisme par exemple, et il est pertinent de comprendre l'interaction de ces différents schèmes de pouvoir dans l'étude d'une coopérative en particulier afin de fournir un exemple de la manière dont les différents rapports sociaux influencent conjointement, tant positivement que négativement, l'*empowerment* collectif des femmes.

LE DÉVELOPPEMENT

Face à la dépolitisation des enjeux d'inégalité entre les sexes et le biais économiciste de la conception dominante de l'*empowerment* mis de l'avant par les institutions internationales, il importe de questionner la définition du développement sous-jacente à leur conceptualisation. Le système actuel du développement

---

5 Nous utiliserons ici le terme de « race » tout comme nous utilisons le terme de « genre », c'est-à-dire en tant qu'outil d'analyse référant au système de construction sociale qui crée la différenciation et la hiérarchisation des individus et des groupes sociaux selon l'ethnie. Le terme de « race » est ici intrinsèquement relié au racisme et ne réfère pas à la constitution biologique des personnes et des groupes sociaux.

6 D'autres choix théoriques auraient pu être faits, notamment celui d'inclure davantage de littérature latino-américaine anti-coloniale. Toutefois, l'intersectionnalité, dont la consubstantialité est une des tangentes, reste un concept prédominant dans la littérature portant sur les rapports sociaux et il reste pertinent de l'utiliser dans cette étude.

repose avant tout sur la croissance économique, particulièrement dans le cadre du néolibéralisme, même si les institutions tentent de centrer leurs discours officiels sur le développement humain. En ce sens, ce système reste partie prenante de la perpétuation des inégalités sociales, particulièrement des inégalités entre les sexes (Falquet : 2009 et 2003 ; Biewener et Bacqué : 2011 ; Baltiwala : 2007a ; Kabeer : 2005b). Notre vision du développement se base sur une perspective féministe radicale, c'est-à-dire que le développement ne devrait pas seulement tenter d'intégrer les femmes à l'économie, qui est elle-même basée sur la division sexuelle du travail, mais qu'il passe nécessairement par la remise en question des schémas de pouvoir actuels et par un *empowerment* global des femmes. Ainsi, la croissance économique, élément fondamental du développement pour les institutions, n'est pas ici l'objectif en soi, mais est vue comme un moyen potentiel d'augmenter les capacités des femmes et de leurs communautés. Nous utiliserons donc le développement, non pas en tant que concept, mais plutôt en tant que contexte dans lequel évoluent les femmes participant à des projets de coopératives.

Enfin, la confusion devant le terme d'*empowerment* et la nécessité d'une analyse matérialiste des rapports sociaux dans les projets de développement, nous pousse à nous demander dans quelle mesure les projets de développement de coopératives féminines peuvent véritablement être catalyseurs d'*empowerment* collectif des femmes. C'est pourquoi nous étudierons l'impact de la création d'une coopérative féminine en particulier sur l'*empowerment* de ses membres. Ceci nous permettra de comprendre comment fonctionne le processus d'*empowerment* des femmes et comment les rapports sociaux consubstantiels agissent sur l'*empowerment* des femmes. De plus, nous verrons comment les processus institutionnels et le fonctionnement du développement international actuel influencent l'*empowerment* des femmes. Nous pourrons alors discerner les rapports sociaux dans un projet de développement de coopérative et de comprendre comment cela peut à la fois renforcer l'action collective politique des femmes et la défavoriser, puisque les rapports sociaux sont imbriqués étroitement et qu'ils se reproduisent mutuellement.

CHAPITRE 2

L'*empowerment* des femmes au sein de Ricomida : entre avancées et obstacles

Dans ce chapitre, nous verrons comment le projet Ricomida a influencé positivement l'*empowerment* individuel des membres. L'*empowerment* collectif des femmes qui participent au projet se heurte par contre encore à plusieurs obstacles. Nous pourrons constater qu'il s'agit, au moment de la présente étude, d'un processus complexe et inachevé.

En reprenant essentiellement la définition féministe radicale de l'*empowerment*, nous serons à même de décortiquer ce processus en quatre phases distinctes mais entrecroisées. Dans un premier temps, nous présenterons notre méthodologie de recherche ainsi que la coopérative choisie. Ensuite nous analyserons l'*empowerment* individuel des femmes de la coopérative en étudiant leurs perceptions et les changements opérés dans leur propre vie au niveau du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir sur ». Dans un troisième temps, nous insisterons sur l'aspect collectif de cet *empowerment* par le biais du « pouvoir de » et du « pouvoir avec ». Ceci nous permettra finalement d'entrevoir le processus de l'*empowerment* dans son ensemble, tant dans les avancées perçues par ces femmes que dans les obstacles qu'elles rencontrent.

MÉTHODOLOGIE

Présentation de la coopérative Ricomida

Nous avons choisi d'appliquer notre proposition dans le cadre d'une étude terrain sur une coopérative féminine en Bolivie[7], et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la Bolivie, l'un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine et parmi les plus dépendants de l'aide internationale (BM : 2014), est un terrain fertile pour les projets d'économie sociale, et les ONG qui soutiennent ce type de projet sont très nombreuses. Ce large réseau d'aide au développement et d'ONG au pays nous a permis de choisir une coopérative féminine reliée à ces réseaux, ce qui peut nous servir d'exemple plus général sur la manière dont ce type de projet de développement est mis en place par les institutions qui les financent et de mettre en évidence l'impact de la définition réduite de l'*empowerment* des institutions sur les projets. De plus, la situation bolivienne est très pertinente ici, dans la mesure où les dynamiques de genre, de race et de classe sont particulièrement visibles du fait que les mouvements sociaux féministes et autochtones ont pris une ampleur considérable dans les dernières années, notamment depuis les nombreuses consultations publiques et du débat politique entourant l'Assemblée Constituante de 2009 (Rousseau : 2011).

Ricomida est une initiative lancée en 2006 par l'ONG féministe IFFI. L'IFFI a comme principale mission de contribuer à l'*empowerment* des femmes en vue d'une plus grande justice sociale (IFFI : 2014). Ses principales branches d'activité sont l'économie sociale et les activités génératrices de revenus, la

[7] Un stage de recherche terrain a été effectué sous la supervision des professeurs Manuel de la Fuente et Alejandra Ramirez au Centro de Estudios Superiores Universitarios – Universidad Mayor San Simon (CESU-UMSS) à Cochabamba, Bolivie. Il s'est déroulé de février à avril 2012 pour une durée totale de 12 semaines.

souveraineté alimentaire, de même que l'appui aux mouvements des femmes et à diverses organisations citoyennes en vue d'une remise en question du système patriarcal et colonial, source d'exclusion et d'injustice sociale (IFFI : 2014).

L'organisme est financé par plusieurs ONG du Nord selon les différents projets et secteurs d'activité. Ricomida est spécifiquement financé par l'ONG néerlandaise ICCO dans le cadre d'un programme visant explicitement l'*empowerment* économique des femmes et la sécurité alimentaire. De 2005 à 2012, l'ICCO a versé 446 000 euros à l'IFFI pour renforcer les capacités techniques et institutionnelles des différents projets en sécurité alimentaire (Kervyn et Del Carmen Camacho : 2010, 14). Il a été impossible de savoir avec précision combien de ce montant a servi à financer directement le projet Ricomida. Puisqu'il est le plus gros projet qui concerne la sécurité alimentaire au sein de l'IFFI et que le moment de l'allocation de ces budgets correspond exactement aux différentes phases de la constitution de la coopérative, on peut donc supposer que la majorité du montant versé par l'ICCO a été consacré à la mise en place de Ricomida Du montant total, 50 000 euros ont été consacrés exclusivement à la défense des droits des femmes alors que le reste des subventions a concerné la sécurité alimentaire. Il faut toutefois dire que les documents de l'ICCO ont tout de même mentionné l'équité de genre dans les objectifs généraux de toutes les subventions accordées (Kervyn et Del Carmen Camacho : 2010, 15). L'IFFI est l'organisation la plus subventionnée de l'ICCO en Bolivie. L'ICCO contribue à 27 % des subventions totales de l'IFFI, ce qui en fait des partenaires très importants (Kervyn et Del Carmen Camacho : 2010, 42).

L'IFFI, et plus particulièrement le projet Ricomida, s'adressent aux femmes de la région de Cochabamba, troisième ville en importance en Bolivie avec plus d'un million d'habitants dans toute la région métropolitaine. Ricomida s'inscrit dans toute la zone péri-urbaine de Cochabamba, c'est à dire dans presque tous les villages autour de la ville centre. Ces villages servent de points d'arrivée pour les gens venus de la campagne, principalement les autochtones. La population est assez pauvre comparativement à celle de la ville centre, d'où l'importance de projet sur la sécurité alimentaire dans le secteur.

Ricomida est une entreprise d'économie solidaire s'apparentant à une coopérative dans laquelle les femmes ont créé un réseau d'alimentation et de restauration. Chacune des 36 femmes impliquées dans l'organisation détient son propre petit restaurant. Ces restaurants sont regroupés sous la bannière Ricomida en offrant le même menu, les mêmes procédures de gestion et d'approvisionnement. L'association a pour but l'*empowerment* économique des femmes pauvres des villages de la vallée de Cochabamba, de même que l'appui à la sécurité alimentaire de celles-ci en leur offrant, à elles et à leur famille, accès à une nourriture saine, de qualité et à prix modique (IFFI : 2011a). Les restaurants sont distribués dans toute la zone périurbaine de Cochabamba. Les femmes qui participent au projet se sont, depuis les dernières années surtout, présentées d'elles-mêmes à l'IFFI pour y participer. Le projet est devenu si populaire que le bouche-à-oreille a fait en sorte que Ricomida n'a plus besoin de faire de recrutement actif pour ses membres depuis 2010. Dans les débuts de la coopérative, les organisatrices de Ricomida ont approché directement des femmes dans les lieux publics comme les marchés et les réunions de divers organismes communautaires pour recruter des membres. Les organisatrices effectuent une certaine sélection des membres acceptées, notamment selon leurs capacités entrepreneuriales, comme le fait de savoir lire et compter.

Ricomida suit un modèle d'entreprise hybride, entre la coopérative et la franchise. En effet, toutes les décisions doivent se prendre de manière démocratique par toutes les membres du réseau comme dans le modèle coopératif. Les coûts de production, comme l'achat du matériel de cuisine et de la salle à manger, le loyer, l'électricité, les aliments et le crédit nécessaire à ces achats sont individuels comme c'est

le cas avec le modèle franchisé. Au moment de l'étude, les membres tentaient de s'organiser en vue de collectiviser l'approvisionnement en aliments dans le but d'économiser.

Les décisions concernant l'association se prennent de façon démocratique, par vote à main levée, lors de l'assemblée générale réunissant toutes les membres à chaque mois. Afin de faciliter la gestion de l'entreprise, les membres se sont dotées d'un conseil d'administration (*mesa directiva*) comptant huit femmes élues tous les deux ans. Ce conseil est chargé de préparer les assemblées générales, de convoquer les membres pour des réunions spéciales et de coordonner les décisions prises en assemblées générales. Chacune des huit femmes est intégrée à un comité responsable d'un aspect de l'entreprise soit les ventes, la communication et relations publiques, les relations institutionnelles, etc., en plus de la présidente élue, la représentante de la coopérative.

Méthode de recherche

Cette étude s'est déroulée en trois étapes. Tout d'abord, nous avons étayé notre cadre d'analyse par l'étude de plusieurs documents officiels provenant de différentes institutions de développement afin de mieux cerner leur conception de l'*empowerment* et de l'économie solidaire au féminin. De plus, nous avons consulté différentes études de cas faites sur notre sujet, afin de mieux saisir les critères que nous utiliserons pour comprendre la consubstantialité des rapports sociaux et l'*empowerment* des femmes. Nous avons aussi effectué à ce stade trois entrevues avec des personnes spécialistes de ces questions en Bolivie, tels que des responsables d'ONG et des chercheurs, notamment deux intervenantes de l'IFFI, qui nous ont aidé à mieux comprendre les dynamiques sociales spécifiques à notre lieu de recherche, mais aussi à étayer notre cadre d'analyse des rapports sociaux[8]. Nous utiliserons aussi tout au long de l'étude certaines données qui nous ont été fournies par l'IFFI par le biais de leurs propres cadre d'analyse de l'*empowerment* des femmes (IFFI : 2011b).

Dans la deuxième phase, nous avons pris soin d'observer les dynamiques des rapports sociaux et de l'*empowerment* des femmes qui participent à la coopérative de travail. Nous avons eu recours à la participation à des réunions collectives. Ainsi, nous avons observé trois réunions de l'association Ricomida, deux réunions du conseil d'administration de l'association qui compte huit représentantes élues et une réunion de l'assemblée générale avec toutes les femmes de l'association. Ces réunions nous ont permis d'observer le fonctionnement de l'association, l'interaction entre les responsables de l'organisme et les associées, de même que la dynamique des associées entre elles, ce qui est essentiel pour comprendre les relations sociales des femmes en lien avec leur *empowerment* collectif. Cette étape fut très instructive pour comprendre les rapports de pouvoir entre les associées mais aussi pour observer de l'intérieur comment fonctionne l'association et comment se prennent les décisions. Ceci nous a permis de comprendre, en fonction de notre grille d'interprétation des rapports de pouvoir, les mécanismes de l'organisation collective des femmes, leur formulation de revendications politiques et les stratégies qu'elles utilisent pour les atteindre. Cette étape nous a mené à adapter les critères d'interprétation des rapports sociaux et de leurs interactions, comme le genre, la race, la classe et la sexualité, par exemple, selon les rapports sociaux vécus par les femmes rencontrées.

8 Voir l'annexe A : Liste des entrevues

Dans un troisième temps, pour compléter la collecte de données, nous avons effectué des entrevues individuelles avec 10 des 36 femmes actives dans l'association[9]. De ces 10 personnes, 4 sont membres du conseil d'administration, ce qui nous a assuré d'être en contact non seulement avec les femmes les plus impliquées de l'entreprise, mais aussi avec 6 personnes qui s'impliquent de façon moins importante dans l'organisation. Nous nous sommes assuré que les 10 femmes interviewées étaient représentatives de la coopérative en ce qui a trait au statut civil et au statut socio-économique notamment avec l'aide de la responsable du projet qui connaît bien chacune des membres de l'association et leur situation. Chaque entrevue contenait des questions ouvertes sur différents aspects de la vie des participantes afin de cerner les différents indicateurs de leur *empowerment*, individuel et collectif [10].

Lors des rencontres, nous étions accompagnés d'une des responsables de l'IFFI, afin de permettre un contact plus facile avec les personnes interviewées. La réalisation d'entrevues individuelles avec des femmes participant au projet nous permet de comprendre la manière dont elles conçoivent leur propre *empowerment* et les rapports sociaux qu'elles vivent au quotidien. Ainsi, leur perception quant aux avancées, aux reculs ou aux difficultés auxquelles elles font face rend possible la mise en lumière de la dynamique des rapports sociaux à l'œuvre dans leur processus d'*empowerment* à la fois individuel, mais surtout collectif.

Cette méthode de recherche comporte certaines limites. Bien que nous ayons porté attention à la représentativité des personnes interviewées dans leur implication dans la coopérative et selon certains critères socio-économiques, la petitesse de l'échantillon représente restreint aussi la généralisation des résultats de l'étude. Le manque de temps et l'organisation difficile des rencontres sur le terrain ont fait en sorte que nous n'avons pu interviewer davantage de membres de la coopérative. Le fait que nous devions être accompagnés par une des responsables de l'IFFI lors des entrevues peut aussi avoir influé sur la teneur de celles-ci. On peut penser que les femmes aient pu transformer ou omettre certaines informations afin de plaire à notre accompagnatrice qui occupe une position d'autorité pour elles. De plus, durant certaines entrevues, cette accompagnatrice réagissant elle aussi à nos questions et intervenait à l'occasion, ce qui a pu transformer le propos des personnes interviewées.

Toutefois, cette méthode a aussi eu un avantage important dans le cadre de la recherche puisque le fait d'être accompagné nous a permis de nous rendre directement chez les femmes, dans leur intimité, de même que de rencontrer certains membres de leur famille, ce qui aurait été impossible sans accompagnement puisque nous ne connaissions pas bien la région et que les femmes habitent généralement la région péri-urbaine éloignée de la ville de Cochabamba. De plus, la présence d'une personne en qui les femmes ont confiance a fait en sorte de briser la glace plus facilement lors des entrevues. Il a donc été possible de collecter des données qui auraient été difficiles d'avoir si les femmes avaient eu à se déplacer à l'extérieur de leur domicile.

Il paraît essentiel dans notre méthode de mentionner la position située de l'auteure de cette recherche puisque dans un contexte où les identités sont hautement politisées, l'identité même de la chercheure peut avoir influencé les résultats de cette étude. L'auteure est une femme blanche, originaire et vivant au Canada et étudiante universitaire. La position située de la chercheure peut avoir influencé la manière dont les femmes interviewées s'identifient elles-mêmes et comment elles interprètent les

9 Voir l'annexe A : Liste des entrevues

10 Voir l'annexe B : Guide d'entrevue

questions qui leur ont été posées. En effet, selon le principe de l'intersectionnalité des rapports de pouvoir, Celle-ci se trouve dans une position privilégiée par rapport aux personnes et aux groupes qu'elle étudie et il importe de rester particulièrement vigilant quant aux biais que cela pourrait induire.

PRÉSENTATION DE LA GRILLE D'ANALYSE DE L'*EMPOWERMENT*

Comme nous avons pu le constater au chapitre 1, l'*empowerment* est un concept complexe incluant plusieurs aspects du pouvoir, à la fois individuel et collectif et couvrant tous les aspects de la vie des femmes, soit leurs rôles productifs, reproductifs et sociaux. Tous ces aspects s'influencent mutuellement et c'est pourquoi il est nécessaire de les décortiquer afin de bien comprendre leur fonctionnement. Notre grille d'analyse de l'*empowerment* des femmes reprendra donc essentiellement la définition féministe précédemment présentée tout en s'inspirant des travaux de Charlier qui a élaboré une grille d'analyse semblable avec des femmes d'un projet d'économie sociale dans les Andes boliviennes (Charlier : 2011, 164). Ainsi, pour chacun des indicateurs, nous avons posé des questions spécifiques aux femmes lors des rencontres, en adaptant à chaque fois notre questionnaire à ce que les participantes nous confiaient dans le cadre des entrevues semi-dirigées.

Le « pouvoir intérieur »

Les théoriciennes féministes radicales considèrent que le « pouvoir intérieur » est la première étape dans le processus d'*empowerment* des femmes, celui-ci consistant en la conscientisation des individus des systèmes d'oppression dans leur propre vie. Il s'agit donc de la prise de conscience des inégalités, de leur remise en question et en résumé, l'apparition d'une volonté de changement social, tant global qu'au niveau de sa propre vie et de ce qu'on voudrait y changer. Le « pouvoir intérieur » inclut aussi l'acquisition de la confiance en soi et de la capacité à s'exprimer nécessaires à cette prise de conscience critique et à son expression. C'est la conscience critique et la capacité à s'exprimer des femmes de Ricomida et l'incidence de l'appartenance à la coopérative sur cet aspect précis de l'*empowerment* qui sont évaluées ici.

Lors des entrevues, les questions étaient surtout centrées sur les raisons ayant motivé leur choix de participer à Ricomida, à savoir si elles ont une meilleure confiance en elles-mêmes et si elles s'expriment plus facilement qu'avant de participer au projet, tant dans la vie du groupe que chez elles avec leur entourage. Aussi, nous avons posé des questions visant à cerner leur niveau de connaissances générales des mouvements sociaux et leur niveau de conscientisation face aux systèmes d'oppression et à leur intérêt général à l'égard de la politique. Puisque l'organisme encadrant le projet, l'IFFI est un organisme féministe, nous avons orienté nos questions par rapport à ce mouvement mais sans toutefois évacuer les autres mouvements sociaux, particulièrement les mouvements autochtones, importants au pays. Lors des entrevues individuelles, il nous est aussi arrivé de rencontrer certains membres de la famille des femmes qui ont pu eux aussi nous donner leurs impressions sur le chemin parcouru par leur mère ou leur épouse et sur sa capacité à s'exprimer et sa confiance en elle. Finalement, lors de l'observation des réunions collectives, nous avons pu observer directement la capacité à s'exprimer en public de certaines membres et nous avons pu voir qui intervenait plus ou moins fréquemment lors des réunions.

Il semble que la participation des femmes à Ricomida ait eu une influence positive sur elles sur le plan de la confiance en soi. Toutes les femmes à qui nous avons parlé nous ont confirmé avoir une meilleure confiance en elles-mêmes et en leurs capacités. Elles se sentent valorisées par leur rôle au

sein de Ricomida et considèrent qu'elles accomplissent quelque chose de significatif pour elles et pour leur famille. Le fait de pouvoir subvenir aux besoins de leurs enfants plus facilement tout en faisant majoritairement leur travail leur domicile est une grande fierté pour elles. L'entreprise agit comme un groupe de soutien important, toutes les femmes nous ont spontanément mentionné que le fait de pouvoir discuter de leur vie intime et de leurs enjeux personnels avec d'autres femmes et avec les intervenantes du projet était d'une grande aide dans leur vie quotidienne. Par exemple, aux questions « qu'est ce qui est le plus important pour toi dans l'expérience Ricomida ? Qu'est-ce que Ricomida t'apporte dans ta vie personnelle ? », une participante nous répond : « Le plus important ? C'est l'aide et l'appui moral qu'on s'apporte toutes et l'aide de madame Miriam et de madame Vickie[11] » (Entrevue nº 1)[12]. Le projet leur permet ainsi d'agrandir leur cercle social.

Le projet Ricomida inclut aussi plusieurs formations diverses pour les membres portant par exemple sur l'hygiène et la nutrition, des techniques culinaires, la gestion entrepreneuriale et la comptabilité, etc. Ces formations techniques ont semblé très importantes pour toutes les femmes interviewées. Elles se sentent davantage compétentes et utilisent ces nouvelles connaissances dans leur entreprise mais aussi dans leur vie personnelle et familiale pour gérer leur domicile. Les connaissances nutritionnelles sont celles qui semblent avoir le plus d'impacts dans la vie des femmes : toutes nous ont dit être particulièrement fières de mieux nourrir leur famille et de prendre soin de la santé de leurs enfants grâce à ces apprentissages. Comme nous le raconte une membre en entrevue : « maintenant j'ai appris ce qui était bon pour la santé, sur la nutrition et tout ça. C'est important pour moi de savoir que mes enfants mangent bien et suffisamment, et ça nous a rapprochés. Ma famille est plus forte depuis que je participe à Ricomida » (Entrevue nº 8).

Ces nouvelles compétences renforcent leur confiance en elles, les amènent à s'exprimer davantage ainsi qu'à s'affirmer dans leur vie personnelle. Huit des dix femmes interviewées ont mentionné que leur participation au projet Ricomida avait changé les relations qu'elles entretiennent avec leur époux et leur famille. Elles donnent davantage leurs opinions et s'impose quand cela leur semble nécessaire. Lors de nos entrevues, nous avons pu rencontrer les membres de la famille de deux des membres de la coopérative. La fille d'une des membres a insisté pour nous dire que sa mère avait vraiment évolué depuis son entrée au projet. Voici ce qu'elle nous dit en privé à propos de sa mère : « Elle a vraiment changé depuis Ricomida. Elle est moins timide qu'avant et elle a plus d'amis. Ça se voit qu'elle est plus heureuse » (Entrevue nº 5).

Selon la documentation de l'IFFI, moins de la moitié des femmes reçoivent l'appui de leur famille dans leur participation comme leader dans la coopérative, cet appui se résumant à ce que le conjoint ou la famille approuve la participation de la membre à la coopérative (IFFI, 2011b : 2). Il ne s'agit pas d'un appui actif aux principes et aux activités de la membre, mais bien de la permission accordée à celle-ci d'y participer. La participation même à la coopérative peut donc être source de conflits dans la moitié des familles, les femmes devant s'imposer et négocier cette participation. De plus, l'intervenante responsable du projet nous a fait part d'une réaction de résistance des hommes en ce qui a trait à l'*empowerment* des femmes dans certains cas. Par exemple, dans quatre familles, le fait que la membre de Ricomida rapporte davantage d'argent, en plus du gain d'indépendance de celle-ci a créé des frictions et même des réactions violentes de la part du conjoint (Entrevue Quezada). Ceci montre à quel point la participation

11 Deux des trois intervenantes principales du projet employées de l'IFFI.

12 Toutes les citations d'entrevues sont une traduction libre de l'auteure à partir de l'espagnol castillan.

même au projet Ricomida peut être une preuve de « pouvoir intérieur » et d'*empowerment* des femmes qui décident d'agir en opposition et en résistance au conjoint et à la famille.

Sur le plan de la capacité à s'exprimer au sein du groupe ou en public, toutes les femmes abordées nous ont confirmé qu'elles sont maintenant plus à l'aise de donner leur opinion. Cet état de fait est d'abord dû à leur impression d'être devenues compétentes, de même qu'au climat d'ouverture au sein du groupe. Durant les réunions, nous avons toutefois constaté que les discussions étaient surtout menées par les mêmes trois ou quatre membres, les autres femmes se contentant de hocher la tête ou d'approuver toutes les discussions. Par exemple, durant l'assemblée générale réunissant 33 des membres de la coopérative, 26 d'entre elles ne sont pas du tout intervenues dans les discussions de groupe. Bien entendu, la facilité et la volonté de s'exprimer en public ne sont pas seulement dues au niveau d'*empowerment* mais sont aussi un trait de personnalité que toutes ne partagent pas.

Ainsi, cette progression remarquable sur le plan de la confiance en soi et de la capacité à s'exprimer n'est pas acquise pour toutes également. Bien que toutes les femmes y aient vu une amélioration importante, des obstacles persistent pour plusieurs d'entre elles. Selon ce que l'intervenante principale du projet nous a rapporté, au moins 7 des 36 femmes actives du projet subissent toujours de la violence conjugale ou familiale au quotidien, sans compter que la majorité des femmes de la coopérative ont différents problèmes d'ordre familial. Selon l'intervenante, ces problèmes sont exacerbés par le phénomène de migration (Entrevue Quezada). En effet, la majorité des femmes de la coopérative ne sont pas nées à Cochabamba. Selon les données du IFFI, 59 % des membres de la coopérative proviennent de l'extérieur du département de Cochabamba (IFFI : 2011a, 13). Elles y ont migré, pour la plupart par nécessité économique pour qu'elle ou leur époux puissent trouver du travail. Aussi, au moins cinq femmes de la coopérative ont carrément fui leur famille en s'installant dans la région. Étant plus isolées socialement, ces femmes se confient et se fient beaucoup aux intervenantes. Ces dernières se trouvent débordées par toutes les demandes qui relèvent du travail social ou de l'aide psychologique. L'intervenante principale du projet a l'intention d'embaucher une psychologue afin de pallier à ce problème. En conséquence, plusieurs femmes de la coopérative semblent éprouver des difficultés à s'approprier le « pouvoir intérieur » tant en raison d'un contexte de violence familiale que d'isolement social important.

Sur le plan de la conscientisation, la littérature concernant l'*empowerment* insiste sur le fait que les femmes doivent être pleinement conscientisées aux rapports de pouvoir dans leur propre vie pour considérer qu'il y a *empowerment*. Il faut que les choix faits par les femmes remettent en question les rapports de pouvoir établis (Kabeer : 2001 ; Charlier : 2006a et 2011) Sur ce point, il reste encore du chemin à faire afin que les femmes de la coopérative soient pleinement conscientisées en ce qui a trait aux inégalités sociales et aux différents systèmes d'oppression. On peut remarquer qu'à part quelques exceptions, les femmes du groupe ont des connaissances très minimales à propos du mouvement féministe et des enjeux d'inégalité entre les sexes. En effet, la majorité des membres interviewées n'arrivaient pas à formuler des sujets qui les intéressaient concernant les droits des femmes lorsque la question leur a été posée. Lorsque la chercheure a mentionné certains enjeux, comme la question de la violence faite aux femmes ou la liberté de choisir le nombre d'enfants qu'elles désirent avoir, par exemple, les membres questionnées n'arrivaient pas à nommer des groupes de femmes qui se penchaient sur ces questions, même si l'IFFI travaille justement avec plusieurs d'entre eux. Elles avaient de la difficulté à établir une relation entre ces enjeux et les mouvements féministes. Bien qu'elles aient eu des formations sur le thème de l'égalité des genres, ces enjeux restent donc flous pour la plupart des membres.

Nous avons pu remarquer le faible niveau de compréhension des enjeux d'inégalités sociales lors des entrevues, et ce particulièrement lorsqu'il y avait une interaction entre l'intervenante qui nous accompagnait et les femmes rencontrées. Lors de trois entrevues que nous avons menées, l'intervenante qui nous accompagnait interrompait très souvent les personnes interviewées ou encore répondait à leur place lorsque celles-ci avaient des hésitations, notamment lorsque nous abordions des questions politiques sensibles. Par exemple, au cours de l'entrevue nº 1, l'intervenante du projet a interrompu trois fois la personne interviewée et est intervenue deux autres fois à la demande de celle-ci alors qu'elle hésitait. Ceci révèle à la fois l'ascendance de l'intervenante sur les membres de la coopérative et le manque de confiance ou de connaissance générale de ses membres sur ces questions. L'intervenante a ainsi interrompu la participante à l'étude lorsque nous avons tenté d'aborder la nature des rapports ethniques et raciaux au sein de l'organisation. Ceci a eu pour effet que nous n'avons pas pu poser de questions en profondeur sur ce sujet. En effet, l'intervenante a affirmé à plusieurs reprises que la question ethnique n'était pas un enjeu au sein de la coopérative et que toutes les femmes y étaient les bienvenues et traitées de manière égale. Toutefois, cette vive réaction nous est apparue comme une résistance au fait que nous abordions un sujet complexe et visiblement tabou. L'intervenante est aussi intervenue à plus de deux reprises lors des rencontres nºs 1, 2, 6 et 9.

Enfin, nous avons repéré un certain intérêt pour la thématique des droits des femmes lors des entrevues individuelles auprès de trois femmes interviewées qui nous ont rapporté s'intéresser à l'égalité entre les sexes et vouloir en savoir plus sur le mouvement féministe. Ces femmes font toutes trois partie du comité de direction. Toutefois, cet intérêt semble diminuer considérablement lorsque les femmes se trouvent en groupe. Par exemple, lors d'une réunion de l'assemblée réunissant toutes les membres, la personne responsable de la représentation de la coopérative à la table de concertation féministe *Plataforma de Mujeres por la ciudadania y la equidad* a eu beaucoup de difficulté à se faire entendre, les membres semblaient peu intéressées au sujet et parlaient entre elles plutôt que d'écouter le compte-rendu de leur déléguée. De plus, ce compte-rendu n'a soulevé aucune discussion de groupe.

Il existe une différence notable entre les personnes appartenant au conseil de direction et les autres membres du groupe, démontrant une inégalité d'*empowerment* selon le niveau de participation. Des quatre femmes faisant partie de ce conseil que nous avons interviewées, trois ont démontré une bonne connaissance des enjeux de l'égalité entre les sexes et une conscientisation plus grande que leurs collègues. Elles ont exprimé une volonté de changement social plus affirmée, comme en témoigne une des membres du comité de direction :

> Je comprends mieux comment les droits de la femme, comment la femme peut évoluer dans le futur et non pas rester comme elle est maintenant dans notre situation. Par exemple, je m'accomplis comme leader, je me sens heureuse, j'ai des défis et je peux explorer mes nouvelles possibilités, je suis dans ce processus présentement. (Entrevue nº 7)

Ces femmes souhaitent aussi voir Ricomida s'impliquer davantage dans l'optique d'un *empowerment* global des femmes. Il s'agit de voir si, sur le long terme, elles peuvent encourager les autres membres du groupe à s'intéresser à la lutte contre les inégalités sociales et aux mouvements sociaux. Les théoriciennes de l'*empowerment* comptent d'ailleurs sur cet effet d'entraînement de l'*empowerment* entre les personnes, d'où le fait qu'on y insiste souvent sur l'importance des organisations de base comme catalyseur de l'*empowerment* des femmes (Sen et Grown : 1987, 1).

Le « pouvoir sur »

Les textes portant sur l'*empowerment* ont principalement défini le « pouvoir sur » de deux façons. D'abord, il peut être entendu comme le pouvoir d'influence ou encore le pouvoir de domination. Dans ce sens, il correspond au pouvoir *sur* une situation ou *sur* des personnes et des groupes. Le « pouvoir sur » peut aussi être compris comme l'autonomie financière des membres de la coopérative ou du moins l'amélioration de leurs conditions de vie et le contrôle des ressources. Nous axerons notre analyse sur les nouvelles possibilités qui leur sont offertes en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions matérielles. Il s'agit de voir si l'expérience Ricomida participe réellement à une amélioration de ces conditions et sur un meilleur contrôle des ressources financières et matérielles, mais aussi si cela leur donne la chance de réaliser des projets et de se projeter dans l'avenir correspondant au « pouvoir de ». En effet, sur le plan individuel, il est incontournable de mettre en lien ces deux notions puisqu'une des conditions importantes de la capacité à mener des projets est justement l'acquisition de ressources matérielles et financières. De plus, d'un point de vue féministe, le « pouvoir sur » prend justement son importance dans la possibilité de déboucher sur la capacité à mener à bien des projets remettant en question les rapports de domination.

Selon l'évaluation faite par sondage de l'organisme IFFI interrogeant 25 membres de Ricomida datant de 2011, 88 % des femmes retirent des bénéfices financiers de l'expérience alors qu'environ 12 % des membres ne retirent pas de profits de leur entreprise (IFFI : 2011b, 1). Selon l'organisme, les femmes qui ne faisaient pas de profits au moment de l'étude étaient principalement des membres récentes du réseau et en étaient encore à l'étape de l'implantation de leur entreprise dans leur milieu. Pour 59 % des membres de Ricomida, les activités de la coopérative représentent le revenu principal du ménage (IFFI : 2011a, 17). On peut donc penser que cet apport important aux revenus familiaux puisse changer le rapport à l'argent et à la répartition du travail dans le couple ou dans la famille.

Parmi les membres rapportant faire des bénéfices avec leur restaurant, 88 % déclarent avoir droit de décider de leurs propres revenus et 64 % disent avoir un pouvoir de décision sur les revenus familiaux selon le rapport de l'organisme (IFFI : 2011b, 1). Il s'agit d'une amélioration pour la plupart des femmes qui nous ont confié en entrevue avoir plus d'influence sur les décisions se rapportant à l'argent depuis qu'elles gagnent davantage. L'appartenance à la coopérative favorise donc leur autonomie personnelle et l'accroissement de leur pouvoir décisionnel dans la gestion économique familiale. Voici ce qu'une des membres nous dit à ce sujet :

> Ça a changé beaucoup parce qu'avant, j'attendais que mon époux me donne de l'argent pour aller au marché et il décidait s'il me le donnait pour cela ou pour d'autres choses. Maintenant non, j'ai mon propre petit montant d'argent et je n'attends plus qu'il me le donne, j'achète ce dont j'ai besoin pour la maison et pour les enfants. (Entrevue n^{o} 5)

Toutefois, selon nos données, ce changement dans la répartition des revenus n'a pas influencé la division sexuelle du travail au sein de la famille de la majorité des membres. Sur les 36 membres actives de la coopérative, seules quatre femmes expérimentent un changement important dans la division des tâches dans le couple et la famille. Il s'agit des quatre membres dont les conjoints sont devenus travailleurs au sein du restaurant et qui n'ont pas d'autre emploi (Entrevue Quezada). Ainsi, les femmes propriétaires et gestionnaires du restaurant se trouvent à employer leur conjoint au sein de leur entreprise, tout en conservant pour elles-mêmes les privilèges décisionnels réservés aux membres de Ricomida, comme le droit de présence et de vote lors des assemblées. Dans ces rares cas, les membres ont rapporté bénéficier d'un changement dans la division sexuelle du travail et dans leur influence générale au sein de la famille, tendant davantage vers un modèle de partenariat entre les conjoints. Par exemple, les époux s'occupaient

plus des enfants ou de l'entretien ménager puisque la membre s'absente plus souvent pour mener à bien les projets de la coopérative alors qu'il reste à la maison. Il faut souligner que toutes les autres membres travaillent seules au restaurant avec l'aide occasionnelle du conjoint, mais plus souvent l'aide de leurs enfants. Seules deux des dix femmes interrogées disaient entretenir des rapports un peu plus égalitaires avec leur époux. Elles le justifiaient par le fait qu'elles avaient « un bon mari » qui leur laisse suffisamment de liberté, (Entrevues n^{os} 2 et 7) mais elles ne mentionnaient pas le fait qu'elles devaient parfois s'imposer et négocier.

Ainsi, dans 32 des cas au total, les femmes restent les principales responsables de toutes les tâches domestiques et du soin aux enfants et aux autres membres de la famille (IFFI : 2011b, 2). Ceci fait en sorte qu'elles se retrouvent avec une double charge de travail. Non seulement elles sont responsables des tâches domestiques traditionnelles, mais elles doivent désormais contribuer de plus en plus aux revenus familiaux avec leur travail productif au sein de la coopérative. Cette double charge de travail fait en sorte que certaines ne peuvent pas s'impliquer au sein de Ricomida autant qu'elles le voudraient. Cela nuit aussi à la participation des femmes à d'autres projets et à leur implication politique et sociale. Trois des dix personnes interviewées nous ont mentionné qu'elles aimeraient s'impliquer davantage au sein de Ricomida ou d'autres organisations mais qu'elles manquaient de temps pour le faire. On voit ici comment le « pouvoir sur » peut avoir une influence considérable sur la capacité à mener des projets individuels ou collectifs, c'est-à-dire le « pouvoir de ».

Le « pouvoir de »

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le « pouvoir de » est un des aspects importants du concept d'*empowerment*. Ce pouvoir correspond à la capacité matérielle de faire des choix et de mener à bien des projets et a évidemment deux faces, l'une individuelle et l'autre collective. Dans la mesure où nous avons démontré que la majorité de la littérature disponible et que la majorité des projets de développement axent leurs analyses et leurs actions sur l'aspect individuel de la notion, nous analyserons particulièrement l'angle collectif du « pouvoir de ».

Pour les théoriciennes de l'*empowerment,* le « pouvoir de » est probablement la première phase d'un véritable passage à l'action dans une perspective de changement des rapports sociaux. En effet, après avoir comblé les besoins pratiques de genre selon la perspective de Molyneux (1985), de Moser (1989) et de Young (1988) par l'acquisition du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir sur », cet aspect du pouvoir est la première étape vers les besoins stratégiques de genre en vue d'un changement des rapports sociaux et du renversement des inégalités sur le long terme. Le « pouvoir de » se résume à la capacité de faire des choix éclairés qui remettent en question les rapports de pouvoir et la mise en pratique de projet qui visent la transformation des rapports sociaux sur le plan individuel et surtout collectif. Il s'agit ici d'évaluer la capacité des participantes de Ricomida à se projeter dans l'avenir, à formuler et à mettre en pratique différents projets, particulièrement ceux qui remettent en question les rapports sociaux. Pour ce faire, nous évaluerons notamment la capacité du groupe à faire des plans d'action communs au sein de l'association, mais aussi la capacité des femmes de faire des projets collectifs en dehors de celle-ci.

Sur l'aspect individuel de la notion, on peut dire que l'amélioration des conditions financières des membres de l'entreprise encourage plusieurs d'entre elles à élaborer des projets personnels. Huit des femmes rencontrées nous ont dit avoir des buts à moyen et à long terme que ce soit sur le plan professionnel ou personnel. Les intentions les plus souvent mentionnées par celles-ci sont directement

reliés à leur entreprise : agrandir ou rénover leur restaurant, offrir de nouveaux services ou encore créer un jardin pour faciliter leur approvisionnement en produits frais.

Trois membres nous ont mentionné vouloir créer des projets en dehors des activités de la coopérative. Ceux-ci concernent surtout l'amélioration de leur domicile, mais aussi la participation à de nouvelles formations pour deux des personnes interviewées. Lors des entrevues, les ateliers en gestion d'entreprise et la nutrition sont les plus appréciés puisqu'elles ont été mentionnées huit et neuf fois respectivement. Trois des membres semblent ouvertes à en apprendre davantage sur les droits des femmes et l'analyse féministe. Le fait que le groupe réclame des formations participe au « pouvoir de » dans la mesure où de meilleures connaissances favorisent la prise de conscience critique et la notion de choix éclairé. Les cours techniques influent directement sur la confiance en soi et le sentiment de compétence des femmes, en plus d'élargir leur champ de possibilités d'action. Les formations et les nouveaux apprentissages sont des leviers importants de l'*empowerment* collectif.

Autre point essentiel, plusieurs d'entre elles ont souligné l'importance de la liberté de mouvement qu'implique l'appartenance à Ricomida. En effet, les membres sont appelées régulièrement à sortir de leur quartier immédiat pour faire leurs achats de matériel ou de nourriture, pour assister aux réunions ou encore pour participer à des événements conjoints avec d'autres organisations. Ces possibilités de sorties étaient très limitées pour la majorité des femmes avant d'appartenir à la coopérative. À la question de savoir si elles ont plus de pouvoir de décision et de liberté de mouvement depuis qu'elles participent à la coopérative, voici ce que l'une des membres interviewées nous dit :

> Par exemple, si j'ai une formation, je lui dis [à son époux], je dois y aller. Avant ce n'était pas possible, je n'y allais pas. Mais maintenant oui, si je dis je dois y aller, c'est que je dois y aller parce que je veux apprendre, je veux pouvoir suivre et je veux être capable de l'enseigner aussi. Je m'affirme plus qu'avant. (Entrevue n^{o} 5)

Le fait que ces activités extérieures au domicile rapportent de nouveaux revenus fait en sorte que les familles et les conjoints sont davantage favorables à laisser la liberté aux femmes d'y participer, y voyant des avantages financiers directs. Ainsi, l'appartenance à l'association favorise l'aspect du « pouvoir de » sous l'angle de l'augmentation des possibilités et des choix pour les femmes qui y participent.

Sur le plan collectif, le groupe a certainement des projets d'avenir motivants. En effet, la coopérative a bien l'intention d'offrir de nouveaux services à ses clients et de continuer à faire grossir l'entreprise. Les associées fournissent des efforts pour recruter de nouveaux membres dans toute la région. De plus, elles souhaitent mettre en place un service de traiteur, notamment destiné aux rassemblements communautaires ou politiques, de même que la création d'une filière végétarienne et d'autres régimes spécialisés.

Il est nécessaire de faire ici une distinction entre la capacité à mener à bien des projets collectifs, et la possibilité de ces projets de remettre en question les rapports sociaux de domination. Pour les théoriciennes de l'*empowerment*, le plus important dans l'acquisition du « pouvoir de » est justement la notion de choix éclairé et la remise en question concrète des rapports sociaux de manière consciente et délibérée. On peut voir au sein de Ricomida la volonté de créer des plans collectifs au sein de l'entreprise et une volonté de la faire croître. Toutefois, nous avons pu constater qu'il ne s'agit pas d'une remise en question des rapports sociaux de manière consciente, mais davantage de décisions pratiques et reliés à des enjeux pécuniaires. Par exemple, bien que Ricomida puisse contribuer à un changement des rapports sociaux pour les femmes qui y participent, celles-ci ne s'y impliquent pas dans le but de changer ces rapports, mais bien d'abord pour des raisons financières.

Ainsi, nous observons que la création de nouveaux projets collectifs pour le groupe n'est pas, pour l'instant, reliée à une prise de conscience par les femmes des rapports sociaux et dans une optique de changement de ces rapports. Ainsi, l'aspect collectif du « pouvoir de » reste encore à travailler pour l'association dans l'optique d'un *empowerment* global des femmes. D'un autre côté, la volonté évidente des membres de suivre des formations et l'intérêt de trois des leaders du groupe pour les droits des femmes laissent présager un développement du « pouvoir de » collectif des femmes de la coopérative dans le futur, même si nous ne pouvons pas encore en voir les résultats au moment de cette étude. Les femmes les plus impliquées, les leaders de la coopérative peuvent initier un effet d'entraînement dans la conscientisation des autres membres.

Le « pouvoir avec »

On considère le « pouvoir avec » comme le plus haut niveau d'*empowerment*. Il s'agit en fait de la constitution d'un groupe de femmes comme groupe politique qui opère en rapport de force avec les institutions et les systèmes oppresseurs. Pour se réaliser, ce pouvoir nécessite une autonomie de groupe importante et une conscience politique stratégique afin de se constituer en groupe de pression, que ce soit auprès du gouvernement ou de la société civile. Il s'agit pour les femmes de s'impliquer activement en tant qu'association à différents niveaux dans leur communauté pour remettre en question les rapports sociaux de domination.

L'ensemble des indicateurs du « pouvoir avec » semble problématique pour l'association Ricomida. Sur le plan individuel, peu de membres de la coopérative sont impliquées dans d'autres réseaux que Ricomida. Celles impliquées dans d'autres réseaux le sont surtout au sein de l'église (six personnes au total) ou encore de l'école de leurs enfants (cinq personnes au total). Deux membres s'impliquent aussi auprès des *organizaciones territoriales de base* (OTB), les organisations de gestion communales municipales[13]. Deux des membres que nous avons interviewées seulement participent à l'un de ces réseaux, soit l'école pour une et l'église du quartier pour l'autre.

On peut donc dire que peu de membres de la coopérative sont impliquées à titre personnel auprès d'autres réseaux communautaires ou politiques, et encore moins auprès de réseaux permettant une remise en question des relations de pouvoir. La manière dont est conçu le « pouvoir avec », en insistant sur le fait que les implications sociales des femmes doivent remettre en question les rapports de domination fait en sorte que certaines organisations, comme l'église, par exemple, sont exclues des lieux de « pouvoir avec ». Ceci peut être considéré comme une critique de la conception radicale du concept dans la mesure où une large littérature sur le capital social s'intéresse justement aux possibilités transformatrices de ce type de réseau communautaire[14].

Durant nos entrevues, nous avons demandé aux femmes si elles étaient intéressées à s'impliquer éventuellement dans un ou des mouvements politiques, sociaux ou communautaires. Deux d'entre elles s'impliquent déjà et cinq ont mentionné ne pas avoir le temps de s'impliquer davantage compte tenu de leurs responsabilités familiales et celles liées à leur commerce. Trois femmes considéraient que « ce n'était pas leur mission » (Entrevue nº 9), en voulant dire qu'elles ne se voyaient pas prendre des rôles de leaders

---

13 Les OTB sont des organisations de démocratie participative, elles peuvent être rurales ou encore de quartier dans les zones urbaines intégrées au gouvernement municipal. Elles sont issues des politiques de décentralisation de 1994.

14 Voir par exemple O'Neill : 2006.

ou encore que cela ne les intéressaient pas. Le manque de temps dû à l'ensemble des responsabilités des femmes est le facteur le plus souvent invoqué pour expliquer la faible implication politique des membres de la coopérative tout comme la littérature disponible sur le sujet. Comme le montre Charlier dans son étude sur l'économie solidaire dans les Andes boliviennes, le fait de s'associer et d'assurer des charges de représentation au sein d'une entreprise solidaire est déjà un énorme investissement de temps pour les femmes qui doivent combiner les responsabilités familiales, associatives, leur propre entreprise en plus d'autres activités économiques (Charlier : 2011, 171). En effet, beaucoup de femmes combinent plusieurs activités économiques entremêlées, de manière informelle, afin de subvenir à leurs besoins. En l'absence d'un appui concret de la famille et de modifications importantes de la division sexuelle du travail au sein du couple, l'implication sociale au dehors des activités obligatoires de la coopérative devient particulièrement difficile (Charlier : 2011, 171).

Après plus de six ans d'existence au moment de l'étude, on peut dire que la coopérative souffre d'un manque d'autonomie important sur plusieurs plans. Les membres ont encore besoin d'être dirigées par les organisatrices dans le fonctionnement quotidien de la gestion collective de la coopérative. Lors des entrevues individuelles, six des dix femmes interviewées ne semblaient pas certaines de leur rôle au sein de l'organisation ni de la manière dont leur structure fonctionnait. Elles se référaient constamment à la personne responsable qui nous accompagnait. Fait étonnant, deux des membres du conseil d'administration sur les quatre interviewées ne savaient pas le nom du poste exact qu'elles occupaient, ni leur définition de tâche précise. Cela est préoccupant dans la mesure où le conseil d'administration regroupe justement les membres les plus impliquées et celles coordonnant le travail de l'association. Selon l'étude du IFFI lui-même, 76 % des femmes ne comprennent pas complètement leurs structures et règlements organisationnels (IFFI : 2011b, 7). Une des raisons pouvant expliquer ce fait est que durant les réunions et dans les différents documents institutionnels, on insiste surtout sur l'application des procédures au sein de chacun des restaurants et non pas sur la collectivisation du travail. Les membres ont une très bonne connaissance des procédures qu'elles doivent appliquer individuellement dans leur propre restaurant. Par contre, la manière dont ces procédures sont adoptées, donc les aspects liés au statut de coopérative, n'est pas compris par toutes. Ceci reflète l'individualisation des objectifs du projet qui insiste davantage sur les aspects individuels et économiques de l'*empowerment* plutôt que sur la mise en commun des ressources et la constitution des membres comme un groupe solidaire.

De plus, les femmes ne sont pas autonomes individuellement dans leur implication à la coopérative. Les organisatrices doivent toujours prendre les présences, noter les retards et rappeler aux membres l'horaire des réunions afin de s'assurer de leur présence. En groupe, les membres ne sont pas encore autonomes dans l'organisation des réunions et dans la prise de décision. Les organisatrices semblent très présentes lors de l'élaboration de l'ordre du jour des réunions et elles animent la plupart de celles-ci avec l'aide des membres du conseil d'administration. Les membres ont peu tendance à exprimer des avis divergents de ceux des organisatrices lorsqu'elles sont en réunion.

L'organisatrice principale est elle-même consciente du problème et nous a confié en entrevue vouloir pousser davantage l'autonomie organisationnelle du groupe (Entrevue Quezada). Toutefois, il s'agit d'un enjeu ardu et d'un processus à long terme. En effet, pour l'instant, les organisatrices doivent être très présentes si elles veulent s'assurer du progrès des activités de la coopérative, mais en même temps, cette présence trop appuyée semble nuire à l'émergence d'une volonté de prendre les choses en main par les membres et à l'apparition de leaders parmi elles. Il est donc difficile dans l'intervention quotidienne

des organisatrices de trouver un juste milieu. Nous explorerons plus en profondeur dans le chapitre 3 les relations entre les organisatrices du projet et les membres de l'association.

Ce manque d'autonomie en tant que groupe nuit nécessairement à la constitution de la coopérative comme acteur au sein de la communauté locale ou encore en groupe de pression politique en faveur d'une remise en question des rapports sociaux. La coopérative entretient relativement peu de liens avec d'autres acteurs communautaires. Elle est étonnamment déconnectée du réseau féministe de la région, même si elle est chapeautée par une organisation explicitement féministe. Elle manque aussi de liens avec d'autres mouvements sociaux importants comme le mouvement autochtone.

Bien que quelques femmes de l'entreprise soient engagées dans d'autres réseaux comme l'Église, l'école et certaines associations de quartier au niveau individuel, Ricomida, en tant qu'organisation, n'est pas impliquée ailleurs qu'au sein de la table de concertation féministe de la *Plataforma de Mujeres* et du réseau national des femmes entrepreneures, la *Red Nacional de Mujeres Emprendedoras,* toutes deux aussi prises en charge par l'IFFI. Comme nous l'avons vu plus tôt, la participation à ces associations ne semble pas susciter beaucoup d'intérêt des membres. D'ailleurs, la très grande majorité d'entre elles ne comprennent pas bien le rôle de ces associations et 88 % considèrent que Ricomida n'agit pas pour défendre le droit des femmes (IFFI : 2011b, 8). Les 12 % de femmes qui considèrent que la coopérative défend les droits des femmes croit que le groupe le fait principalement par « l'appui mutuel » qu'elles s'apportent entre elles (IFFI : 2011b, 8).

Ainsi, les membres ne semblent pas comprendre le rôle politique de la table de concertation et du réseau des femmes entrepreneures et voient la question des droits des femmes sous un angle non-conflictuel, sous forme d'appui, plutôt que comme un groupe de pression. Dans le même sens, lorsque nous abordions les formations sur le droit des femmes et sur la thématique de genre, la majorité des femmes ne mentionnaient que la question de l'estime de soi comme facteur déterminant de l'égalité entre les sexes. Il s'agit d'une perception plutôt individualiste de la question féministe et d'une vision apolitique des droits des femmes. Nous explorerons d'ailleurs plus en profondeur dans le chapitre 3 des raisons potentielles de cette déconnexion entre la coopérative et les différents mouvements sociaux et particulièrement le mouvement féministe.

LE DÉFI DE L'*EMPOWERMENT* COLLECTIF

L'entreprise Ricomida est en soi une réussite, surtout dans un contexte où beaucoup de ce type de projets de développement ont de la difficulté à durer dans le temps et à avoir un impact concret. En effet, le réseau Ricomida a une réputation avantageuse dans la ville et de plus en plus de femmes cognent à la porte de l'organisation pour en faire partie. De plus, Ricomida est souvent pris en exemple dans la littérature concernant les projets d'entreprises féminines (IFFI : 2011a ; WIDE : 2011 ; ACT Alliance : 2012 ; KIT : 2013) et la coopérative a même gagné le concours national entrepreneuriat féminin *Asi se Hace* en 2009.

Toutefois, à la suite de l'analyse de l'*empowerment* des femmes de la coopérative, il devient évident que l'aspect individuel du renforcement du pouvoir a mieux réussi que l'aspect collectif. Le manque d'autonomie, mais surtout le manque de connaissances du groupe sur les différents mouvements sociaux et de leurs enjeux sont probablement deux des causes significatives de la difficulté de l'*empowerment* collectif. Dans la mesure où Ricomida est encadré par une organisation féministe et que le but du projet est explicitement l'*empowerment* des femmes, il peut paraître étonnant de constater le peu d'intérêt général

des membres pour les enjeux d'inégalités sociales, les mouvements sociaux ou la politique traditionnelle à l'échelle locale, alors que cela est indispensable dans la perspective des théoriciennes de l'*empowerment*.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet état de fait. Comme nous l'avons mentionné, le processus d'*empowerment* semble fonctionner selon une dynamique en spirale, en constant mouvement et dont chaque aspect est fortement interrelié (Charlier : 2011). Chaque aspect du pouvoir et chaque changement dans les relations de pouvoir a une influence sur d'autres aspects. Par exemple, l'absence de modifications en profondeur de la division sexuelle du travail au sein de la famille laisse aux membres une double charge de travail difficilement conciliable avec un engagement continu pour d'autres causes, ce qui empêche les femmes de l'entreprise de fortifier les aspects collectifs de leur *empowerment*. Le fait que la participation même à la coopérative soit sujette à négociation pour plusieurs membres contribue aussi à la moindre participation des femmes aux mouvements sociaux. Le manque d'information et de formation sur la thématique du genre et les droits des femmes fait aussi en sorte que les enjeux politiques sur ce thème restent flous pour la majorité des membres et cela n'encourage pas leur participation active. On voit ici une relation directe entre les aspects individuels de l'*empowerment* et les aspects collectifs du concept. L'*empowerment* collectif des femmes semble être le résultat de la synergie d'un ensemble de facteurs, plus difficile à atteindre que les aspects individuels du concept.

À la lumière de ces résultats, nous pouvons constater que l'*empowerment* global des femmes est un processus complexe et présentement inachevé au sein de l'association. Bien que les conditions matérielles et financières des femmes participant au projet se sont grandement améliorées et que ces dernières considèrent qu'elles ont fait un grand bout de chemin concernant les aspects individuels de leur *empowerment*, force est de constater que le projet n'a pas réussi, pour l'instant du moins, à agir comme véritable déclencheur d'un *empowerment* collectif pour les femmes qui y participent. Les individus manquent encore d'autonomie dans leur participation au groupe et à la coopérative.

Il faut mentionner que le positionnement extérieur de la chercheure au contexte social des membres rend difficile sa pleine compréhension du processus d'*empowerment* des femmes de la coopérative et que certains aspects aient pu lui échapper. De plus, la complexité de l'interrelation des différents types de pouvoirs et des rapports sociaux propres au projet et au contexte bolivien peuvent aussi expliquer en partie les difficultés rencontrées par les femmes dans leur processus d'*empowerment*. C'est pourquoi le chapitre 3 sera consacré à l'intersectionnalité des mouvements sociaux et à la consubstantialité des rapports sociaux que nous avons pu observer lors de notre étude.

CHAPITRE 3

L'imbrication des rapports sociaux : l'exemple de Ricomida

Au cours du chapitre 2, nous avons pu constater que le processus d'*empowerment* des femmes de l'association Ricomida est influencé par plusieurs facteurs, dont les rapports de pouvoir de genre, de race et de classe. Nous explorerons ici de manière plus précise ces rapports sociaux de même que leur imbrication au sein de la coopérative. La consubstantialité des rapports sociaux nous servira à comprendre les rapports de pouvoir à l'œuvre dans le contexte bolivien en général, et plus particulièrement dans le cas des femmes autochtones. L'analyse plus précise des rapports sociaux de sexe, de race et de classe observés au sein de la coopérative Ricomida servira d'exemple de la consubstantialité de ces rapports et de la manière dont ils influencent l'*empowerment* des membres.

INTERSECTIONNALITÉ ET CONSUBSTANTIALITÉ DES RAPPORTS SOCIAUX

Afin de bien cerner les rapports de pouvoir de genre, de race et de classe au sein de la coopérative, un retour sur les concepts qui servent à analyser ces rapports est nécessaire. Les deux concepts qui nous serviront à comprendre l'imbrication des rapports sociaux sont, d'une part, l'intersectionnalité et, d'autre part, le concept de consubstantialité des rapports sociaux. L'intersectionnalité, concept utilisé par la majeure partie des études portant sur le développement, cartographie les dominations pour mieux comprendre les liens entre les différents rapports sociaux chez les personnes qui se trouvent aux intersections de ces rapports (Crenshaw : 2005). Cette approche vise à connaître comment l'expérience des femmes de couleur, se trouvant à l'intersection des systèmes de domination de la race et du genre, est qualitativement différente de l'expérience des femmes blanches, dû justement à leur localisation dans les systèmes sociaux de domination (Crenshaw : 2005). L'approche intersectionnelle permet de mieux prendre en compte les différences entre les femmes et permet l'analyse en termes d'articulation des rapports sociaux de race, de classe, de genre et de sexualité.

Le concept de consubstantialité proposé par Kergoat va plus loin : non seulement l'expérience des femmes dépend de leur identité et de leur localisation dans les schèmes de pouvoir mais la catégorisation des identités est constitutive des systèmes de domination. Ces systèmes se construisent et se co-produisent entre eux. Ce concept permet l'analyse des rapports de domination dans toute leur diversité tout en questionnant les causes de la catégorisation et de la hiérarchisation (Juteau : 2010). Ici, les rapports de race, de classe et de genre sont intrinsèquement et inextricablement liés. Dans sa vie personnelle, un individu ne peut séparer son identité selon les rapports sociaux : ces derniers forment un nœud. On ne peut séparer ces différents systèmes de domination que lorsque nous en faisons une analyse, mais ils restent fondamentalement imbriqués dans l'identité (Kergoat : 2009, 112). Ces rapports sont aussi co-extensifs : en se déployant, les rapports sociaux de classe, de genre, de sexualité et de race se reproduisent et se co-produisent mutuellement (Kergoat : 2009). Chaque rapport social imprime sa marque sur les autres. La co-extensivité des rapports sociaux nous montre que les systèmes de domination s'influencent les uns les autres.

L'analyse consubstantielle met en relief le fait que les rapports de domination peuvent être source de solidarité ou non, selon la configuration particulière à laquelle les personnes font face, puisqu'il n'y a aucun rapport social prioritaire dans la constitution des rapports de domination (Kergoat : 2009 ; Juteau : 2010). Par contre, les individus peuvent donner préséance à l'une ou l'autre dimension de leur identité selon le rapport social prioritaire à un moment précis, ce qui permet d'expliquer et de mettre en lumière certains comportements sociaux qui peuvent sembler contradictoires de prime abord. Ceci nous permet aussi de comprendre les liens de solidarité entre les groupes sociaux et les individus.

L'étude des rapports sociaux de genre, de race et de classe est fondamentale pour comprendre l'*empowerment* des femmes de la coopérative Ricomida. En effet, le contexte socio-historique de la Bolivie en général et le contexte dans lequel s'inscrit la coopérative en particulier est porté par un ensemble de rapports de pouvoir, notamment reliés au colonialisme, au genre, à la race et à la classe. Ces rapports influencent la manière dont les femmes de Ricomida s'identifient et comment elles qualifient leurs expériences. Cela influence la manière dont elles conçoivent et mettent en pratique leur *empowerment*.

LES FEMMES AUTOCHTONES : AU CŒUR DES TENSIONS ENTRE LE GENRE, LA CLASSE ET LA RACE

La Bolivie est un pays marqué depuis la colonisation par les clivages ethniques et économiques. Jusqu'à 2006 avec l'élection du premier parti autochtone, le MAS (Movimiento al Socialismo), à la tête du pays, le pouvoir politique a été détenu par la minorité métisse du pays, alors que la majorité autochtone et paysanne a été historiquement marginalisée, malgré qu'elle a été officiellement intégrée au système politique lors de la révolution de 1952. On estime à environ 42 % le pourcentage d'autochtones au pays répartis selon plusieurs groupes ethniques distincts (Instituto Nacional de Estadistica : 2012, 31)[15]. La Bolivie est très diversifiée sur les plans géographique, culturel et linguistique, ce qui rend le pays socialement hétérogène (Charlier : 2005). Le niveau de pauvreté y est élevé, surtout en milieu rural. On estime à 36 % le taux de pauvreté global du pays et à 55 % en milieu rural (CEPALC : 2011).

L'arrivée du MAS d'Evo Morales à la tête du pays marque un tournant dans l'histoire de la Bolivie. Il s'agit du tout premier gouvernement autochtone, issu des syndicats et des associations de producteurs de coca, les *cocaleros*, notamment. Élu à la suite d'un vaste mouvement de contestation sociale, avec comme événements marquants la Guerre de l'eau (2000) et la Guerre du gaz (2003), le gouvernement Morales s'est attelé à la création d'une nouvelle constitution pour le pays. La Bolivie est désormais un État plurinational, dans lequel les communautés autochtones ont gagné le droit à l'autodétermination et à la décentralisation des pouvoirs de l'État. Le mouvement autochtone actuel est devenu très influent et s'évertue à revaloriser l'identité autochtone en plus de gagner en pouvoir politique. Comme le montre Mendoza (2010), l'identité autochtone ne peut être séparée de l'expérience du racisme puisque jusqu'à tout récemment, et même encore aujourd'hui, dire de quelqu'un qu'il est autochtone était considéré comme une insulte. L'identité autochtone est aussi fortement reliée au statut de paysan, donc au statut économique et à la pauvreté (Mendoza : 2010). S'identifier ou non comme autochtone aujourd'hui en Bolivie est donc porteur d'un ensemble de connotations symboliques, politiques et historiques complexes. Les femmes autochtones se trouvent alors au cœur des tensions entre les systèmes de domination de

[15] La question de l'identification ethnique est controversée puisqu'il s'agit d'identités construites et dynamiques. Cette identification dépend donc en grande partie de la manière dont sont conçues ces statistiques et peuvent grandement varier dans le temps et selon les sondages. Pour plus d'informations, voir Soliz-Rada, Stefanoni, Mesa : 2013.

genre, de classe et de race en Bolivie. Leur position intersectionnelle influence leurs liens de solidarité et leur *empowerment* et explique la grande diversité des mouvements de femmes au pays.

On peut distinguer deux tangentes au sein du mouvement féministe au pays. Comme sur presque tout le continent latino-américain, le mouvement féministe dominant en Bolivie est de tendance institutionnel, c'est-à-dire qu'il est historiquement largement soutenu par les ONG internationales, les institutions du développement et l'État. La tendance autonome radicale du mouvement, notamment avec comme représentantes les plus connues, le groupe *Mujeres Creando*, se positionne en opposition à la première tangente, bien qu'elle soit plutôt marginale au pays (Masson : 2009a).

Il est important de distinguer le mouvement féministe que nous venons d'expliquer, et ce qu'on nommera ici le mouvement des femmes. Comme le dit Rousseau, le mouvement féministe est principalement représenté par des femmes métisses, urbaines et de classe moyenne alors que les mouvements de femmes qui ne se réclament pas du féminisme sont impliqués dans une grande diversité d'enjeux (2011). Ces mouvements de femmes, bien que très diversifiés, se constituent en général de femmes des secteurs populaires et autochtones qui luttent aux côtés des organisations masculines et ont souvent des positions qui divergent de celles du mouvement féministe (Rousseau : 2011). Les mouvements des femmes et les mouvements féministes sont ainsi divisés et entretiennent peu de liens entre eux, comme nous le verrons.

C'est à partir du début des années 1980 que se sont mises en place des organisations féministes structurées, notamment via l'aide au développement et par les programmes de l'ONU (Markowitz et Tice : 2002 et Masson : 2009a). Certains critiquent la façon dont s'est développé le mouvement des femmes et soutiennent que cette institutionnalisation a donné lieu à une « ONGisation » du mouvement des femmes et à une professionnalisation des militantes. Selon ces critiques, cette institutionnalisation fait en sorte que le mouvement féministe serait alors devenu moins contestataire, axé davantage sur des réformes politiques et allié de l'État. Ces organisations auraient tendance à entretenir des liens clientélistes avec les populations défavorisées, dont les autochtones, ce qui en pousse plusieurs à parler de « technocratie du genre » (Monasterios : 2007 ; Markowitz et Tice : 2002).

Le processus d'institutionnalisation du féminisme est perçu, à tort ou à raison, comme du colonialisme par plusieurs partisanes du mouvement autochtone (Markowitz et Tice : 2002). Ceci a participé à la déconnexion avec les femmes autochtones et paysannes puisque ces groupes institutionnalisés sont souvent accusés d'avoir reproduit les rapports coloniaux. Pour ces raisons, le mouvement féministe de Bolivie entretient somme toute peu de liens avec les autres organisations de femmes de milieu populaire, sauf justement des liens qui sont parfois jugés paternalistes (Rousseau : 2011). Cette situation explique en partie la division des mouvements de femmes au pays.

Comme le dit également Masson (2009a), les mouvements féministes latino-américains se trouvent marginalisés par rapport aux mouvements féministes occidentaux qui sont prédominants. La marginalisation les femmes autochtones au sein même de ces mouvements fait en sorte que ces dernières se retrouvent finalement à la marge de la marge, ce qui explique leur faible implication au sein des groupes féministes.

Pour beaucoup d'autochtones, le féminisme est vu non seulement comme un mouvement colonial qui tente d'imposer la vision occidentale des rapports entre les sexes, mais il est surtout devenu nécessaire justement à cause du colonialisme puisque les sociétés andines précolombiennes seraient basées sur une vision égalitaire des rapports de sexes, le *chachawarmi* (Burman : 2011 ; Maclean : 2013 ; Nagels : 2013).

Le féminisme est donc vu comme une notion fondamentalement extérieure aux communautés, rendue nécessaire par les traditions inégalitaires occidentales. Il est considéré comme une position extrémiste dans le contexte bolivien et il est souvent assimilé à une position anti-homme et anti-famille (Rousseau : 2011, p.18), comme cela a été le cas au Nord lorsque le mouvement féministe a commencé gagner du terrain au courant des années 1970. Ceci nous est d'ailleurs confirmé par plusieurs des intervenantes rencontrées :

> […] C'est comme le féminisme, ici, ce n'est pas encore accepté. Les gens pensent que c'est contre les hommes, contre les maris et que ça va détruire les familles. […] Il faut encore convaincre beaucoup de femmes que ce n'est pas vrai, qu'elles doivent s'impliquer, qu'elles doivent lutter pour elles-mêmes. (Entrevue Fernandez)

Comme la subordination des femmes est fondamentalement reliée au colonialisme pour les autochtones, la question de l'égalité entre les sexes et de la « dépatriarcalisation » est aussi liée à la décolonisation de l'État. Dans un contexte où le mouvement autochtone tente de remettre en valeur les pratiques traditionnelles, on assiste à la mise en valeur du concept de *chachawarmi* comme concept propre aux communautés pouvant remplacer le « genre » occidental. Le *chachawarmi* est un terme Aymara servant à définir l'équilibre et la complémentarité de toute chose dans la cosmologie andine.

Le concept fait référence à la différenciation des sexes et à leur complémentarité[16]. Chaque sexe a son rôle distinct, mais chacun est égal et nécessaire à l'unité du couple et de la communauté entière. Il semble important de souligner que cette dualité n'est pas à confondre avec la traditionnelle séparation public-privé de la pensée occidentale. En effet, la complémentarité des rôles n'empêche pas les femmes d'avoir une place dans l'espace public, mais impose justement que chaque sexe soit impliqué dans chaque sphère à sa manière (Rousseau : 2011). La pensée traditionnelle de la complémentarité des sexes laisse entendre que les hommes et les femmes sont parfaitement égaux au sein des sociétés autochtones, mais que leurs rôles sont simplement différents. Cette cosmologie conduit certains à penser que le sexisme et la nécessité du féminisme ne sont le fait que des sociétés occidentales ou métisses, rejetant de ce fait toute revendication en lien avec le féminisme (Masson : 2009a).

La vision du *chachawarmi* comporte des éléments potentiellement émancipateurs pour les femmes, comme par exemple le fait que cela peut permettre une remise en question des inégalités entre les sexes et de la subordination des femmes autochtones de leur propre point de vue (Nagels : 2013, 92). On peut tout de même remettre en question le potentiel émancipateur de cette conception andine. La revendication de la vision du *chachawarmi* comme système de régulation des rapports entre les sexes mène souvent à une vision très idéalisée des rapports sociaux de sexe dans les communautés autochtones (Nagels : 2013 ; Maclean : 2013). Les féministes arguent que le discours de la complémentarité des rôles cache en réalité des inégalités persistantes au sein de ces sociétés et que les femmes y sont fondamentalement désavantagées. Par exemple, dans l'étude menée par Pape (2008, 41) sur le fonctionnement des assemblées où se prennent les décisions dans plusieurs communautés Aymara, le fait d'invoquer la complémentarité des sexes ne sert qu'à exclure encore davantage les femmes et à justifier leur invisibilité dans la participation politique (Pape : 2008, 41). Les sociétés autochtones traditionnelles seraient tout aussi patriarcales que les autres, ni plus, ni moins, et le mouvement autochtone représente ainsi surtout les intérêts masculins.

---

[16] Cette façon de concevoir les relations hommes-femmes en termes de complémentarité n'est pas exclusive à la conception autochtone, mais se retrouve partout dans le monde. Voir pour exemple la théorie du féminisme de la différence (Toupin : 1997).

Même lorsqu'elles arrivent à des postes de pouvoir au sein de leur communautés, les femmes se heurtent à des difficultés, justement parce qu'elles sont des femmes. Comme le montre Thede (2011), les rares femmes qui parviennent à des postes de représentation politique au niveau local subissent régulièrement du harcèlement politique. Ce harcèlement consiste à diminuer le rôle politique des femmes, à miner leur crédibilité publique dans le but de les museler et peut même aller jusqu'à des violences physiques et sexuelles (Thede : 2011, 223). Le discours de la complémentarité des rôles mise de l'avant par le mouvement autochtone cache donc en réalité des inégalités persistantes et des violences genrées pour les femmes qui accèdent au pouvoir local.

De plus, le mouvement féministe critique l'essentialisme de la pensée de la complémentarité. Ces critiques sont aussi reprises par la tangente féministe radicale autonome présente au pays, autour du groupe *Mujeres Creando* (Burman : 2011, 69). Comme le montre Burman (2011), le concept de *chachawarmi* doit se comprendre non pas en tant que réalité vécue, mais en tant que stratégie discursive utilisée par les autochtones, dont les femmes, pour s'émanciper du colonialisme.

Les femmes autochtones ont tendance à s'impliquer davantage dans les mouvements *indígenas*[17], même si elles y sont souvent confinées à certains rôles subalternes et que ce mouvement ne représente pas leurs intérêts spécifiquement féminins (Rousseau : 2009, 150). Les organisations féminines *indígenas* sont directement affiliées aux principaux syndicats autochtones du pays et agissent principalement en forme d'appui aux organisations masculines. Suarez nous mentionne le double effet de l'affiliation des mouvements de femmes autochtones aux syndicats masculins. Pour elle, les mouvements féminins s'en trouvent fortifiés, en ayant une meilleure visibilité et en assurant une certaine crédibilité. Par contre, cela pose aussi des difficultés, parce qu'elles sont « conditionnées » par les décisions des organisations masculines (Entrevue Suarez). Suarez note ainsi la difficile atteinte de l'indépendance d'action des associations de femmes.

Ainsi, selon la littérature disponible, les mouvements sociaux féministes et autochtones boliviens sont des mouvements aux relations ambivalentes. Les femmes autochtones et le mouvement féministe ont formé certaines alliances, notamment au cours du processus de création de la nouvelle constitution, mais il s'agit de deux mouvements bien distincts, qui s'opposent notamment sur plusieurs enjeux fondamentaux comme par exemple le droit à l'avortement (Rousseau : 2011). Cette situation fait en sorte que ces mouvements entretiennent peu de liens entre eux et évoluent de manière séparée, ce qui oblige souvent les femmes autochtones à choisir leur camp, suite à ce que Rousseau nomme la politique de l'identité et de l'appartenance (Rousseau : 2009). Par contre, ce n'est pas parce qu'elles rejettent l'étiquette de féministe et le mouvement institutionnalisé que les femmes autochtones n'ont pas de revendications spécifiques en vue d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

L'intersectionnalité des rapports de pouvoir rejaillit donc sur les groupes sociaux. Comme nous le dit Fernandez, la personne spécialiste du renforcement du mouvement féministe au sein de l'IFFI, il existe toujours un grand manque de communication et d'interrelation entre les groupes de femmes autochtones d'une part et les groupes féministes d'autre part. Pour elle, cette déconnexion est directement reliée à des rapports de pouvoir historiques de racisme et de colonialisme sous-jacents à la formation de

[17] Nous utilisons ici le terme mouvement « indígenas » comme synonyme du mouvement autochtone en Bolivie. En effet, le terme « indígena », est difficile à traduire en français, vu la connotation péjorative du terme « indigène » associée au colonialisme. Nous préférons donc le mot qui est utilisé par les personnes et les groupes que nous étudions pour s'auto-identifier.

ces mouvements sociaux et à la perpétuation de la hiérarchie sociale par rapport à l'ethnie (Entrevue Fernandez). Fernandez explique la division des différents groupes de femmes en Bolivie :

> C'est très difficile de se parler d'égal à égal, de se coordonner avec les organisations de femmes *indigenas* comme les Bartolinas ou le CONAMAC. […] Historiquement, on n'a pas réussi à créer une synergie avec ces organisations, et cela nous nuit à toutes. Ça va avec l'intersectionnalité c'est très clair, il y a tant de différences selon les organisations, et les femmes sont très diversifiées. Nous n'avons pas réussi à nous rassembler vers un but commun, le *vivir bien*[18] comme on dit, au niveau national du moins. (Entrevue Fernandez)

L'analyse en termes d'imbrication des rapports sociaux de pouvoir est donc nécessaire pour comprendre la situation bolivienne, et plus largement latino-américaine.

> Les fortes divergences accompagnant l'évolution du féminisme doivent ainsi se comprendre sous l'angle de l'imbrication de rapports internes de colonialité et de rapports géopolitiques de dépendance, plaçant les actrices des mouvements féministes, populaires et indigènes dans des positions contradictoires. Ces contradictions expliquent notamment la faible articulation du féminisme avec l'antiracisme, et le rapport distant, voire conflictuel, des femmes indigènes au féminisme. (Masson : 2009b, 307)

Cette position intersectionnelle des femmes autochtones explique en partie le peu d'intérêt démontré par les membres de Ricomida face aux enjeux du féminisme comme nous l'avons vu au chapitre 2. Dans la mesure où Ricomida est constituée en majorité de femmes autochtones pauvres, mais qu'elle est encadrée par une organisation explicitement féministe, on peut dire que le groupe illustre bien les tensions existant entre les différents mouvements de femmes et cela peut expliquer certaines ambivalences dans la participation des membres à l'association. Le contexte dans lequel la participation à Ricomida s'inscrit aide à comprendre la manière dont les femmes y participent et la manière dont elles conçoivent leur *empowerment*.

LA CONSUBSTANTIALITÉ DES RAPPORTS COLONIAUX, DE GENRE, DE RACE ET DE CLASSE : L'EXEMPLE DE LA COOPÉRATIVE RICOMIDA

L'*empowerment* des femmes de Ricomida semble influencé par plusieurs facteurs. En effet, la manière dont elles conçoivent leur *empowerment*, leurs priorités et leur implication au sein de la coopérative est conditionnée par les rapports de genre, de race et de classe. Nous verrons ici comme les différents rapports sociaux forment un nœud impossible à séquencer dans la vie des individus et comment ces rapports sociaux se reproduisent et se co-produisent à l'aide de l'exemple des femmes de Ricomida. Nous ne prétendons pas ici faire l'étude exhaustive de la consubstantialité des rapports sociaux. Il s'agit plutôt ici de discerner le fonctionnement des rapports sociaux observés au sein de la coopérative de Ricomida et de fournir un exemple de la manière dont les femmes de l'association vivent ces rapports sociaux en lien avec leur processus d'*empowerment*.

---

[18] Le « *vivir bien* » est un concept issu de la cosmologie andine signifiant le « bien vivre », ou le « vivre en harmonie » désormais ancré dans la nouvelle constitution bolivienne. Il s'agit d'une conception misant sur l'harmonie, la complémentarité et la réciprocité entre les humains et entre ceux-ci et la nature. Il s'agit d'un concept complexe entremêlant la citoyenneté, la démocratie, la réciprocité et l'équilibre naturel du monde. Ce concept est semblable au « *buen vivir* » équatorien. Pour plus d'informations, voir Florentin : 2011.

Les rapports sociaux observés entre les membres et les intervenantes de la coopérative

Lors de notre étude de terrain, nous avons pu constater l'importance de ces rapports sociaux dans la dynamique particulière de la coopérative. Les intervenantes du projet sont d'origine métisse, de classe moyenne et sont rémunérées par une ONG recevant un financement international, alors que la majorité des membres de l'association sont d'origine autochtone, paysanne et de la classe sociale la plus pauvre dans le système bolivien. Malheureusement, nous n'avons pu avoir de chiffres précis quant au nombre de membres s'identifiant comme appartenant à une communauté autochtone puisque ces données ne sont pas collectées par l'IFFI et que nous n'avons pas pu rencontrer toutes les membres de Ricomida. Par contre, nous savons que 33 % des membres ont comme langue maternelle l'Aymara et que pour 24 % des membres il s'agit du Quechua, toutes deux des langues autochtones. Toutes les femmes parlent couramment le castillan (IFFI : 2011a, 13). Nous pouvons dire qu'au moins 57 % de toutes les membres sont d'origine autochtone puisque la langue maternelle est certainement un des marqueurs identitaires les plus importants en Bolivie. Les femmes ayant migré de la campagne comptent quant à elles pour 59 % des membres au total (IFFI : 2011a, 13). Le phénomène de migration est donc très important dans la vie de la majorité des membres de la coopérative. Dans la mesure où l'indigénéité est aussi reliée à la paysannerie dans le contexte bolivien, le fait de passer de la campagne à la ville peut influer sur la manière dont une personne se définit elle-même (Mendoza : 2010). La migration influe sur l'identité des femmes et est aussi un facteur important de précarité économique et d'isolement social.

Sur le plan des relations entre les intervenantes du projet et les membres, nous avons vu à quel point les employées de l'IFFI peuvent avoir une grande ascendance sur les membres de la coopérative. Comme nous le confirme la coordonnatrice du projet dans une entrevue (Entrevue Quezada), de même que selon les femmes interviewées, les membres se réfèrent beaucoup aux intervenantes dans leur vie de tous les jours en allant chercher des conseils et du soutien psychologique. Les intervenantes et les membres deviennent donc très proches, mais cela ne fait qu'augmenter l'influence des intervenantes sur les femmes du groupe. L'aide accordée directement par les intervenantes a été nommée quatre fois par les membres du groupe à la question « que diriez-vous que le projet Ricomida vous apporte dans votre vie quotidienne ? » (Entrevues n^{os} 2, 4, 6 et 9). C'est dire à quel point cette relation est importante pour les membres.

Lors de nos entrevues, l'intervenante qui nous accompagnait interrompait fréquemment nos conversations et dirigeait parfois le propos des personnes interviewées. Trois des membres interviewées ont ainsi transformé ce qu'elles nous confiaient en réaction aux propos de l'intervenante présente. De plus, au courant de quatre entrevues différentes, les femmes interviewées ont sollicité directement l'avis de l'intervenante présente sur certaines questions. Elles semblaient hésitantes et voulaient que l'intervenante les aide à compléter leur réponse, ou encore à ce qu'elle y réponde à leur place directement (Entrevues n^{os} 1, 2, 6 et 9). Cette situation peut être en partie expliquée par l'identité et la position privilégiée de la chercheure par rapport aux personnes interviewées. Dans un contexte d'identités politisées et avec le poids des rapports coloniaux, il est probable que celles-ci aient été intimidées et aient voulu fournir une « bonne réponse » aux questions posées. Il reste toutefois que cette situation reflète aussi un rapport d'autorité entre l'intervenante et les membres interviewées.

Cette façon de faire peut refléter une manière de concevoir les membres de la coopérative comme des personnes desquelles il faut prendre soin, qui ne sont pas encore capables de décider et d'agir par elles-mêmes, ce qui peut être perçu comme un certain paternalisme. Cette attitude peut aussi être interprétée comme clientéliste dans la mesure où les intervenantes considèrent les membres comme

des bénéficiaires des services de l'organisation, plutôt que comme des membres actives à part entière, maîtres des décisions de l'entreprise. Et les membres peuvent alors avoir tendance à se voir elles-mêmes comme des employées de l'entreprise, plutôt que comme les propriétaires.

Cette relation ambiguë, la pratique sociale des individus, nous servira de porte d'entrée pour interpréter les rapports sociaux de domination auxquels sont soumises à la fois les intervenantes et les membres de la coopérative. Il est difficile de distinguer ici ce qui relève du rapport de classe et du rapport de race dans la dynamique entre les intervenantes du projet et les membres puisque ces deux types de rapports sociaux sont fortement entremêlés ici.

Il s'agit d'un rapport dans lequel les femmes métisses, de classe moyenne, éduquées et urbaines, exercent une autorité sur des femmes majoritairement autochtones et dans des situations économiques précaires. Ainsi, les membres se fient beaucoup aux intervenantes qui sont éduquées et qui détiennent les connaissances sur le projet. Ces connaissances leur permettent d'exercer un pouvoir sur les membres en ce sens qu'elles peuvent définir les enjeux et le langage utilisé dans la coopérative. Les intervenantes sont aussi considérées comme des exemples de réussite sociale par les membres puisqu'elles font partie de la classe moyenne. Les intervenantes contrôlent aussi directement les ressources dont dépend le projet. Par exemple, ce sont les intervenantes qui gèrent le système de microcrédit avec lequel est implanté le projet. Ce système consiste à octroyer des prêts de petits montants aux nouvelles membres dans le but d'acheter l'équipement nécessaire au départ d'un restaurant. Les intervenantes exercent donc aussi un pouvoir économique direct sur les nouvelles membres de l'entreprise, en plus de connaître les rouages financiers du projet, ce qui constitue des connaissances liées à un pouvoir d'influence.

Nous pouvons interpréter cet état de fait comme une reproduction inconsciente des rapports de domination de race et de classe par les intervenantes, en voulant simplement aider les membres, tant dans leur vie personnelle que dans la gestion de la coopérative. Les membres participent à cette reproduction en sollicitant encore davantage les intervenantes et en profitant du fait qu'elles font une partie du travail qui leur reviendrait, comme la gestion de la coopérative au quotidien.

La majorité des membres ont migré de la campagne, surtout pour trouver du travail en ville ou encore fuir des situations de violences familiales. Ainsi, les rapports de genre, de race et de classe sont directement interpellés dans la migration des femmes autochtones et paysannes en zone urbaine. Ce phénomène favorise la reproduction de ces rapports sociaux puisque ces femmes se retrouvent alors isolées et dans des situations économiques très précaires. Cet isolement social peut faire en sorte que les membres n'ont pas d'autres choix que de solliciter les intervenantes si elles rencontrent des difficultés et leur difficultés économiques restreint l'éventail de choix dans leur vie quotidienne, de même que les possibilités réelles de changements de vie si elles en éprouvent le besoin. Bien que les revenus de la coopérative soient très importants dans le budget des membres, il s'agit tout de même d'un équilibre fragile. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, la coopérative est le revenu principal du ménage de 59 % des membres (IFFI : 2011a, 17).

Ces multiples interprétations des rapports sociaux observés dans la coopérative sont cohérentes avec le concept de consubstantialité et le fait que les rapports sociaux sont fondamentalement imbriqués et difficiles à séquencer dans l'expérience vécue des individus. Les rapports de race et de classe sont fortement entremêlés dans l'expérience de la migration des femmes de Ricomida et des relations qu'elles entretiennent avec les principales intervenantes du projet. Ces relations entre les intervenantes et

les membres expliquent entre autres ce que nous avons observé sur leur processus d'*empowerment.* Ainsi, nous considérons que les difficultés rencontrées quant à l'*empowerment* collectif des membres, principalement le développement de l'autonomie de groupe, est relié aux rapports sociaux de race et de classe observés entre les membres et les intervenantes.

Les rapports sociaux observés entre les membres de la coopérative

Si les rapports de classe sont très importants entre les membres de la coopérative et les intervenantes du projet, il est plus difficile de les distinguer clairement entre les membres dans la mesure où elles proviennent, en très grande majorité, de la même classe sociale défavorisée. Toutefois, on peut distinguer les femmes qui ont fait des études (treize des membres ont atteint le niveau d'études techniques et une membre un niveau universitaire) qui semblent avoir acquis plus facilement certains postes de pouvoir au sein de la coopérative et ainsi prendre plus de temps de parole lors des réunions collectives (IFFI : 2011a, 13). Parmi les membres du conseil d'administration, quatre des huit membres ont au moins atteint le niveau d'éducation technique, ce qui correspond environ à l'équivalent d'un diplôme d'études collégiales de type technique dans le système d'éducation québécois. Les membres plus éduquées ont donc plus facilement accès aux postes de représentantes de comités de la coopérative, mais il faut mentionner que ces postes s'accompagnent aussi de responsabilités que toutes les femmes ne peuvent remplir, puisqu'elles exigent, par exemple, des compétences minimales en comptabilité et en gestion administrative. Comme nous le dit l'intervenante du projet, ce ne sont pas toutes les femmes qui ont les capacités entrepreneuriales nécessaires, malgré les formations offertes par le projet, pour en assurer la bonne tenue (Entrevue Quezada).

La classe sociale ne semble toutefois pas d'une grande incidence sur les rapports de pouvoir entre les membres puisque même celles ayant fait des études se sont retrouvées dans des situations économiques et sociales très précaires avant de s'impliquer dans la coopérative. Par exemple, une des membres à qui nous avons parlé a terminé des études universitaires, mais n'a jamais travaillé dans son domaine d'études puisqu'elle a plutôt consacré son temps à ses enfants. Elle s'est rapidement retrouvée mère monoparentale et a dû gagner sa vie à force de petits boulots et comme vendeuse au marché (Entrevue n^{o} 9). Ainsi, même si au départ elle avait un statut privilégié, on ne peut pas dire que cela lui a conféré de grands avantages de classe comparativement à ses collègues. Par contre, elle nous a confié que les membres de la coopérative la sollicitaient régulièrement pour des conseils juridiques, ce qui fait que les femmes se fient à son avis, ce qui peut être considéré comme un pouvoir d'influence (Entrevue n^{o} 9).

Il semble y avoir une légère distinction à faire concernant les rapports liés à l'ethnie au sein des membres. Au moins quatre des huit membres du conseil d'administration sont d'origine autochtone, ce qui correspond environ à la moyenne chez les membres[19]. Par contre, nous avons observé que les femmes se faisant les plus discrètes lors des réunions collectives étaient en majorité celles s'identifiant comme autochtones. En effet, les femmes arborant les vêtements autochtones traditionnels durant les réunions sont aussi celles qui sont le moins intervenu lors des discussions de groupe. Aucune des neuf personnes portant ce type de vêtement ne participait aux postes du conseil d'administration, donc aux principaux postes de pouvoir de la coopérative.

[19] Dû au fait que nous n'ayons pas interviewé toutes les femmes du conseil et que l'IFFI ne collecte pas ces données, nous ne pouvons donner de chiffres plus précis.

Les femmes autochtones au sein de la coopérative ont aussi démontré une plus grande rigidité dans la division sexuelle du travail au sein de leur famille. Selon les données recueillies, huit des dix personnes interviewées se sont auto-identifiées comme autochtones et sept de ces dernières n'ont pas expérimenté de changements significatifs dans la division des tâches dans le couple ou la famille alors que les deux personnes ne s'identifiant pas comme autochtones nous ont rapporté avoir vu des améliorations dans la répartition du travail familial. Les femmes s'étant identifiées comme métisses ont été plus nombreuses à déclarer des changements positifs dans la répartition des tâches. Cette plus grande rigidité pourrait s'expliquer par un rapport social de race : les femmes sont socialement vues comme étant plus autochtones que les hommes et sont garantes de la conservation des modes de vie traditionnels, dont la division des tâches (Rousseau : 2009, 147). Comme le dit Rousseau : « une autre marque de l'intersection du genre et des rapports ethniques racialisés peut être observée dans la figure de la femme autochtone comme gardienne des traditions et de l'identité autochtones » (Rousseau : 2009, 147). Que ce soit par un plus grand contrôle sur le corps et la sexualité des femmes, le marquage du corps par l'habillement et par le contrôle du temps et des activités, les femmes se trouvent être les responsables de la reproduction de leur communauté (Rousseau : 2009). La division sexuelle du travail revêt ainsi une grande importance dans un contexte de revalorisation des modes de vie traditionnels.

Une plus grande rigidité dans la séparation des tâches à la maison ou le manque de soutien du conjoint et de la famille peut signifier un surplus de travail pour les femmes. Par exemple, si une membre doit se rendre à une réunion de l'entreprise, mais que son conjoint refuse de prendre soin des enfants pendant ce temps, ceci peut vite entraîner soit une surcharge de travail pour la femme, qui devra alors prendre sur elle plusieurs responsabilités en même temps, ou encore externaliser ce travail vers d'autres femmes, que ce soit la fille aînée ou une autre membre de la famille. Comme le montre Charlier (2011, 171), ce surplus de travail peut empêcher les femmes autochtones de s'impliquer davantage, notamment sur le plan des réseaux sociaux et politiques. Les deux femmes qui ont signifié un intérêt pour des mouvements sociaux lors des entrevues ont toutes deux mentionné le manque de temps comme principal obstacle à leur implication (Entrevues n^{os} 2 et 7). Cinq autres femmes nous ont rapporté ne pas avoir le temps de s'impliquer et de s'intéresser à d'autres réseaux que Ricomida.

Bien que cette double charge de travail ne soit pas exclusive aux femmes autochtones, la plus grande rigidité dans la division sexuelle du travail qu'elles expérimentent en accentue les conséquences, notamment dans un contexte d'isolement social. Ainsi, en l'absence d'aide soutenue du conjoint ou d'autres personnes de leur entourage, certaines femmes n'ont d'autre choix que de réduire leur implication à la coopérative ou au sein de mouvements sociaux et politiques, par manque de temps et de ressources. C'est le cas notamment d'une des membres interviewées :

> Si j'aimerais être en charge de représentation un jour ? Oui j'aimerais bien, je crois que je pourrais apporter à l'association, mais ce serait difficile. […] J'habite seule, je travaille seule au restaurant et je dois m'occuper du jardin, je n'ai pas le temps de venir à l'IFFI plus souvent. (Entrevue n^{o} 4)

La dynamique liée à l'ethnie influence évidemment les rapports de genre et la division sexuelle du travail. Comme les changements dans la division sexuelle du travail dans le couple et la famille font partie intrinsèque de la dimension du « pouvoir sur » de l'*empowerment* des femmes, on peut dire que les femmes se définissant comme autochtones y rencontrent une difficulté supplémentaire. Cette division sexuelle du travail plus rigide pour ces femmes influence ainsi les modalités de leur *empowerment,* et peut nuire au renforcement collectif du pouvoir des femmes. Ceci est un bon exemple du fait que les rapports sociaux de genre et de race se co-produisent et se reproduisent.

Le malaise quant aux questions de différences reliées à l'ethnie au sein de l'entreprise complexifie l'analyse de ces enjeux. Aucun des documents institutionnels que nous a remis l'IFFI ne contenait des données directes quant aux nombre ou au pourcentage de membres s'identifiant comme autochtone. De plus, l'intervenante de l'IFFI a coupé court aux questions à ce sujet lors des entrevues individuelles, et il nous a été impossible de questionner directement les membres de la coopérative. Ceci peut être considéré comme une limite de notre étude, dans la mesure où nous avons été incapables de recueillir des données directes sur la perception des membres quant aux rapports de race qu'elles vivent au quotidien. Toutefois, ce tabou est aussi révélateur du malaise persistant en Bolivie sur la question, de même que du pouvoir d'influence, pas toujours conscient, de l'intervenante qui nous accompagnait. Cette limite de notre étude peut être contournée grâce à la littérature abondante concernant les rapports sociaux de sexe et de race en Bolivie.

La consubstantialité des rapports sociaux, le développement et l'*empowerment* des femmes de Ricomida

Ainsi, la participation à la coopérative Ricomida favorise l'*empowerment* individuel des femmes y participant, mais le processus collectif est toujours inachevé au moment de notre étude. Alors que les membres voient des améliorations importantes sur le plan du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir sur », les aspects collectifs de l'*empowerment* sont toujours hors de portée. Cet *empowerment* entendu comme une solidarité des femmes en vue d'une transformation sociale des rapports sociaux par l'acquisition du « pouvoir de » et du « pouvoir avec » est directement influencé par les rapports sociaux structurant la société bolivienne. La consubstantialité des rapports sociaux nous permet d'expliquer la dynamique des rapports sociaux derrière les pratiques sociales des femmes de la coopérative Ricomida, de même que la manière dont elles conçoivent et mettent en pratique cet *empowerment*.

La configuration entre les mouvements sociaux féministes et *indígenas* en Bolivie peuvent expliquer en partie le peu de connaissances et d'implication de Ricomida et de ses membres à ces mouvements, dans la mesure où Ricomida peut être considéré comme un groupe à l'intersection de ceux-ci. En effet, le projet est composé en majorité de membres d'origine autochtone et paysanne, mais il est mis en place par une organisation explicitement féministe. La coopérative nous donne un exemple de la difficulté pour les organisations féministes d'intégrer pleinement les femmes autochtones. Bien qu'elles participent à Ricomida, les membres ne sont pas impliquées dans le mouvement féministe et n'y démontrent pas beaucoup d'intérêt. La configuration des rapports sociaux de genre, de classe et de race auxquelles elles font face fait en sorte que les membres de Ricomida ne s'inscrivent pas dans le courant féministe.

Il est aussi fondamental de mentionner l'importance de la manière dont on fait du développement international dans le processus d'*empowerment* des femmes et comment cela joue aussi sur les rapports sociaux vécus par les individus. Comme nous avons vu au chapitre 1, l'exigence de la planification et de l'efficacité de l'aide au développement met de l'avant l'approche GAR et la mesure de données facilement quantifiables afin d'évaluer les projets de développement. Ces critères utilisés par les grandes institutions internationales du développement ont un effet direct sur la manière dont les projets sont conçus et évalués et nous avons pu le constater sur le terrain.

L'IFFI est soumis à des règles et procédures très strictes quant à Ricomida de la part de l'organisme ICCO qui finance le projet. Par exemple, l'IFFI doit fournir une évaluation de l'*empowerment* économique des femmes de Ricomida à chaque six mois avec des critères très précis, qui correspondent justement

à la conception de l'*empowerment* des grandes institutions du développement, c'est-à-dire qu'elle est plus axée sur la dimension individuelle du concept. Le cadre d'évaluation de l'*empowerment* de l'IFFI correspond davantage à la vision des institutions internationales du concept qu'à la conception féministe, justement pour des besoins de financement. Dans l'évaluation du projet, on s'attarde davantage sur les données quantifiables reliées par exemple aux revenus de chaque restaurant, au nombre de femmes participant à chaque événement, etc. qu'à la nature qualitative des changements dans les rapports sociaux. Par exemple, aucun des critères d'évaluation ne s'intéresse à la liberté de mouvement des membres, aux activités extérieures autres que strictement économiques de la coopérative ou encore à l'autonomie collective des membres, à savoir si elles peuvent gérer elles-mêmes tous les détails de l'entreprise. Tous ces critères sont pourtant importants dans la définition féministe de l'*empowerment*. Ainsi, pour des raisons de financement et d'organisation, il est logique que l'IFFI axe ses interventions selon les données et les résultats qu'on lui demande de fournir, d'où l'importance moindre accordée à l'aspect collectif de l'*empowerment* et à l'aspect essentiellement politique du mouvement des femmes.

L'action de l'IFFI est aussi morcelée selon les subventions et les ONG du Nord qui financent ses différents projets. Ricomida est financée et encadrée par l'ICCO dans le cadre d'un programme de développement visant la sécurité alimentaire et l'entrepreneuriat. L'IFFI œuvre toutefois dans plusieurs domaines, dont l'appui aux mouvements politiques de femmes, la lutte contre la violence faite aux femmes et offre aussi plusieurs types de formations. Chacun de ces projets est financé par des programmes et des ONG du Nord différents. Il en résulte un manque de cohérence entre les projets puisque ceux-ci sont financés et élaborés « en silo ».

Dans le cas de Ricomida, on voit clairement que les participantes manquent d'information sur les enjeux féministes plus globaux et sur les droits des femmes en Bolivie, ce qui peut paraître paradoxal puisque le projet est encadré par une organisation explicitement féministe. L'action de l'IFFI se trouve morcelée selon les différents projets et les types de financements. L'objectif de Ricomida est d'abord et avant tout l'*empowerment* économique des femmes, mais étant donné qu'il se trouve séparé des autres programmes visant le renforcement des mouvements de femmes, cela fait en sorte que la définition même de l'*empowerment* des femmes au sein de Ricomida se trouve réduite à une vision plus économique et plus individualiste que dans les autres secteurs de l'organisme. Dans un même temps, les intervenantes principales de Ricomida sont surtout spécialisées en nutrition, ce qui ne favorise pas non plus l'élargissement de la conception de l'*empowerment* au sein du projet, dans la mesure où elles n'ont pas elles-mêmes toujours les connaissances politiques nécessaires à la remise en question profonde des rapports de pouvoir qu'exige l'*empowerment* collectif.

Les fondements même du projet ne remettent pas en question les rôles sociaux de sexe, on peut même dire qu'ils les renforcent. En effet, le projet consistant à la mise en place de restaurants souvent directement chez les femmes les conforte dans leur rôle traditionnel de mère en charge de la nutrition de leur famille. De plus, comme cet emploi s'effectue de la maison, cela ne change pas le rôle de la femme comme principale responsable du foyer et ne les encourage pas à prendre part plus activement aux rôles communautaires et politiques. Lors des entrevues, les membres accordaient ainsi beaucoup plus d'importance au fait de pouvoir nourrir convenablement leur famille et de pouvoir se rapprocher quotidiennement de leurs enfants qu'aux possibilités d'accéder aux rôles de pouvoir au sein de l'entreprise et au sein de leur communauté. De plus, nous avons vu que le projet n'a pas eu d'incidence sur la séparation des tâches au sein du couple et de la famille. Les membres ont ainsi tendance à concevoir leur *empowerment* sous l'angle de leurs rôles familiaux traditionnels plutôt que dans une optique de

citoyenneté à part entière. Cet état de fait confirme la tendance de la maternalisation des politiques de lutte à la pauvreté en Amérique Latine (Nagels : 2011 ; Molyneux : 2007 ; Chant : 2008).

La manière dont on fait du développement international est profondément ancrée dans les dynamiques historiques de colonialisme et des relations Nord-Sud. Ainsi, la priorité accordée à l'*empowerment* individuel des femmes et la manière dont sont conçus et évalués les projets de développement de coopérative évacuent l'importance des rapports sociaux et leur imbrication et participe à la vision colonialiste qui leur est reprochée par le mouvement autochtone. Par exemple, dans le cas de Ricomida, il est maintenant évident que les pratiques sociales des membres sont influencées par le contexte des mouvements sociaux identitaires au pays, alors que ce n'est pas du tout pris en compte dans la mise en place du projet ni dans l'évaluation institutionnelle de l'*empowerment* des femmes de la coopérative. Cet état de fait favorise une fois de plus la déconnexion des membres, surtout des femmes autochtones, des organisations féministes encadrées par des ONG, puisque l'ensemble de leur réalité n'est pas prise en compte.

Au moment où s'inscrit notre étude, la configuration des rapports sociaux reliés au colonialisme, au genre, à la race et à la classe ne favorisent pas l'*empowerment* collectif des femmes du projet au sens où les féministes l'ont défini. Comme le rappelle Kergoat, le concept de consubstantialité des rapports sociaux permet de penser les différentes catégories comme les « autochtones » et les « femmes » de manière non contradictoires et pouvant être source ou non de solidarité et de transformation sociale selon un moment et un endroit précis (Kergoat : 2009, 119). À la lumière de notre étude, nous pouvons affirmer que la dynamique observée au sein de la coopérative, de même que le contexte bolivien actuel, ne favorisent pas la mise en commun des ressources des femmes de Ricomida dans une lutte politique sur les enjeux d'inégalité entre les sexes, c'est-à-dire l'accomplissement du « pouvoir avec ». Les projets de développement de coopérative visant l'*empowerment* des femmes en tant que groupe social s'inscrivent dans un ensemble de rapports sociaux de sexes, de classe, de race très complexes, et force est de constater que Ricomida ne réussit pas, pour l'instant, à agir comme catalyseur de cet *empowerment* collectif.

CONCLUSION

Le difficile chemin vers l'*empowerment* dans le développement international

Pour terminer, il est désormais évident que la question de l'*empowerment* des femmes est un sujet bien vaste, dont nous n'avons exploré ici que quelques aspects. Nous avons vu qu'il est indispensable de remettre l'accent sur la conception féministe radicale de l'*empowerment* face à la dépolitisation et l'instrumentalisation du concept depuis sa cooptation dans le paradigme dominant du développement. Cet *empowerment*, compris comme le renforcement du pouvoir des femmes dans tous les aspects de leur vie, doit viser une transformation des rapports sociaux de domination, qui sont fondamentalement interreliés et consubstantiels. La remise en question de ces rapports sociaux est essentielle tant sur le plan théorique, que dans la manière dont les projets de développement sont conçus, menés, et évalués dans le cadre des programmes d'*empowerment* des femmes.

Le processus d'*empowerment* des femmes par le biais de projets de développement de coopérative féminine, tel que l'entendent les théoriciennes du concept est loin d'être simple et automatique à la génération de revenus et à l'autonomisation individuelle, contrairement à ce que sous-entendent certaines institutions de développement. Il s'agit d'un processus en spirale, dont tous les aspects sont fondamentalement interreliés. Les dimensions individuelles et collectives de l'*empowerment* sont aussi grandement influencées par les rapports sociaux de domination vécus par les individus.

L'étude de Ricomida nous a permis de fournir un exemple de la manière dont l'*empowerment* des femmes se constitue dans une entreprise coopérative féminine. Cette étude a ainsi montré que les aspects individuels de l'*empowerment*, tels que l'acquisition d'une confiance en soi, d'une meilleure capacité à s'exprimer, l'amélioration des conditions de vie et un plus grand contrôle des ressources ont de grands impacts dans la vie des femmes qui participent au projet. Selon les données que nous avons recueillies, les aspects individuels de l'*empowerment*, c'est-à-dire l'acquisition du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir sur » sont les aspects sur lesquels les femmes ont remarqué le plus d'améliorations dans leur vie quotidienne. En fait, les membres de Ricomida ont tendance à concevoir leur propre *empowerment* comme se résumant à ces deux aspects du pouvoir.

Les aspects collectifs de cet *empowerment* semblent toutefois plus difficiles d'atteinte pour les membres selon ce que nous avons observé. Peu de membres de la coopérative ont des projets ou encore sont impliquées dans des réseaux qui remettent en question les rapports sociaux de domination. Les membres sont encore peu autonomes dans leur participation personnelle à la coopérative, ce qui fait en sorte que les intervenantes du projet doivent toujours gérer celui-ci au quotidien, donc que le groupe n'est toujours pas autonome. Les théoriciennes du concept d'*empowerment* insistent sur le rôle de catalyseur de l'*empowerment* de ce type d'initiative d'économie solidaire féminine. Force est de constater que les aspects collectifs du concept restent toujours à travailler pour la coopérative Ricomida et que celle-ci n'est donc pas encore constituée comme un lieu de remise en question des rapports de pouvoir.

La consubstantialité des rapports sociaux influencent grandement le processus d'*empowerment* des femmes du groupe. La dynamique des rapports sociaux liés au colonialisme, au sexe, à la classe et à la race dans le contexte bolivien est révélatrice des rapports sociaux observés au sein de la coopérative. Ainsi, les rapports de classe et de race qui ont été observés au sein de la coopérative sont ancrés dans un contexte où les identités sont hautement politisées. Les rapports de race et de classe entre les intervenantes du projet et les membres influent sur la manière dont les femmes de la coopérative s'impliquent dans l'association. Le grand pouvoir d'influence des intervenantes du projet sur les membres explique en partie le faible niveau d'autonomie du groupe dans sa gestion quotidienne de l'entreprise.

Il semble que les rapports de race et de classe entre les membres de la coopérative aient somme toute peu d'impact sur la manière dont est réparti le pouvoir au sein du groupe. Les femmes ayant reçu une éducation supérieure sont légèrement plus enclines à la participation aux postes de direction de l'entreprise, surtout que ces postes exigent des capacités administratives que les femmes avec un niveau d'éducation moindre n'ont pas. De plus, les femmes s'identifiant comme autochtones ont démontré une plus grande rigidité dans la manière dont les tâches sont réparties à la maison, donc dans la division sexuelle du travail. Cette plus grande rigidité peut à long terme nuire à l'implication plus soutenue dans l'organisation ou encore dans l'implication dans d'autres réseaux sociaux. Le contexte bolivien actuel de revalorisation des traditions autochtones peut expliquer en partie cette plus grande rigidité dans la séparation des tâches et des rôles dans la famille. Ainsi, les rapports sociaux ambivalents qui ont été observés expliquent en partie pourquoi les femmes du groupe ne sont pas autonomes dans leur implication à la coopérative et leur manque d'intérêt général envers un engagement soutenu dans des réseaux sociaux et politiques, c'est à dire l'aspect du « pouvoir avec » de l'*empowerment* collectif.

Finalement, la manière dont est conçu et évalué le projet par l'organisme subventionnaire fait en sorte que les intervenantes axent davantage leur interventions sur les aspects individuels de l'*empowerment* des femmes. Le fait que le projet Ricomida soit totalement séparé des projets liés aux mouvements des femmes au sein de l'IFFI, de même que le manque de spécialisation politique des intervenantes font en sorte que les membres sont moins informées sur la question des enjeux d'inégalités et sur le féminisme, alors que ces aspects sont fondamentaux pour les théoriciennes du concept d'*empowerment*. Alors que le travail d'une organisation féministe est justement d'encourager l'action collective des femmes, le statut de dépendance au financement international de l'organisation, empêche la pleine réalisation de cet objectif, comparativement à ce qui pourrait se faire dans les organisations féministes autonomes.

Le mémoire ayant donné lieu à cette publication avait pour objectif d'analyser un cas concret d'influence des rapports sociaux de domination sur l'*empowerment* des femmes dans un projet d'économie solidaire. Il ne prétend pas faire l'étude exhaustive de ces rapports sociaux et les conclusions de ce mémoire comportent certaines limites. Nous ne pouvons extrapoler ces résultats de recherche à d'autres projets, chaque projet de coopérative féminine est unique et s'inscrit dans un contexte politique et social particulier. La consubstantialité des rapports sociaux met en évidence que ces résultats peuvent grandement varier dans le temps et l'espace. Le court temps alloué pour la recherche de terrain et la petitesse de l'échantillon des personnes interviewées constituent des limites à la représentativité des données. L'impossibilité de questionner directement les membres de l'association sur la question des rapports de pouvoir entre les femmes elles-mêmes en est aussi une limite. L'étude de l'*empowerment* et des rapports sociaux dans un groupe comporte aussi certains éléments de subjectivité, notamment dans la manière dont chacun perçoit les rapports sociaux de domination. Il est important d'admettre que cette

recherche n'est probablement pas exempte de biais reliés à la position de privilégiée et extérieure de la chercheure à la situation étudiée dans un contexte où les identités sont politisées.

Comme le processus d'*empowerment* se développe sur le long terme, il serait très pertinent de refaire cette même étude après quelques années, afin de voir si certains aspects de la vie des femmes ont évolués avec le temps. De plus, il serait intéressant de comparer plusieurs études de cas différentes afin de révéler les constantes dans la mise en place des coopératives féminines et de former une base de données plus complète sur ce sujet. Des études plus approfondies sur les rapports sociaux dans tous les projets de développement seraient aussi nécessaires afin de véritablement mesurer et comprendre les impacts de ces projets dans la vie des individus, mais aussi des groupes sociaux.

ANNEXE A

Grille d'analyse de l'*empowerment* individuel des femmes[20]

Dimensions de l'*empowerment* individuel	Indicateurs d'*empowerment*
Le pouvoir intérieur	Estime de soi et valorisation par les autres Capacité à briser l'isolement et à créer des relations sociales Capacité à s'exprimer au quotidien et en public Conscience critique des inégalités Connaissances politiques de base des organisations et mouvements locaux ou nationaux
Le pouvoir « sur »	Augmentation de la qualité de vie. Hausse des revenus et ressources individuels Éléments de changement dans le contrôle des ressources et revenus individuels et familiaux Éléments de changement dans la répartition du travail et des tâches dans le ménage

[20] Inspiré librement du tableau de Charlier (2011, 164-165)

ANNEXE B

Grille d'analyse de l'*empowerment* collectif des femmes[21]

Dimensions de l'*empowerment* collectif	Indicateurs d'*empowerment*
Le pouvoir « de »	Formations et connaissances techniques Capacité à se projeter dans l'avenir et à concrétiser des projets individuels Augmentation de la liberté d'action et de mouvement Capacité à faire des choix et à décider pour soi-même Capacité à mettre en œuvre des projets remettant en question les rapports sociaux Implication active des individus dans des réseaux, organisations ou projets remettant en question les rapports sociaux
Le pouvoir « avec »	Autonomie des individus dans leur implication dans l'organisation Autonomie de l'organisation dans son fonctionnement Conscience critique collective Impacts du groupe sur les mouvements ou gouvernements locaux, nationaux ou internationaux. Implication du groupe dans des réseaux sociaux ou politiques

[21] Inspiré librement du tableau de Charlier (2011, 164-165)

ANNEXE C

Liste des entrevues

1. ENTREVUES DES MEMBRES DE RICOMIDA

Entrevue n^{o} 1 : Entrevue effectuée le 19 mars 2012. Membre de Ricomida depuis deux ans lors de l'entrevue. Membre du comité de direction depuis six mois. 41 ans. Cinq enfants dont trois vivant avec elle. Séparée. Ne s'identifie pas comme autochtone.

Entrevue n^{o} 2 : Entrevue effectuée le 19 mars 2012. Membre de Ricomida depuis trois ans lors de l'entrevue. 36 ans. Trois enfants qui vivent avec elle. Mariée. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 3 : Entrevue effectuée le 19 mars 2012. Membre de Ricomida depuis quatre ans lors de l'entrevue. 58 ans. Cinq enfants dont deux vivant avec elle. Mariée. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 4 : Entrevue effectuée le 21 mars 2012. Membre de Ricomida depuis six ans lors de l'entrevue. 33 ans. Un enfant vivant avec elle. Divorcée. Ne s'identifie pas comme autochtone.

Entrevue n^{o} 5 : Entrevue effectuée le 21 mars 2012. Membre de Ricomida depuis trois ans au moment de l'entrevue. Membre du comité de direction depuis un an. 43 ans. Deux enfants vivant avec elle. Mariée. Ne s'identifie pas comme autochtone.

Entrevue n^{o} 6 : Entrevue effectuée le 21 mars 2012. Membre de Ricomida depuis cinq ans. 67 ans. Mariée. Quatre enfants vivant à l'extérieur. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 7 : Entrevue effectuée le 21 mars 2012. Membre de Ricomida depuis un an au moment de l'entrevue. Membre du comité de direction depuis six mois. 28 ans. Deux enfants vivant avec elle. Mariée. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 8 : Entrevue effectuée le 22 mars 2012. Membre de Ricomida depuis un an. 34 ans. Trois enfants vivant avec elle. Séparée. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 9 : Entrevue effectuée le 22 mars 2012. Membre de Ricomida depuis neuf mois. 42 ans. Deux enfants vivant avec elle. Séparée. S'identifie comme autochtone.

Entrevue n^{o} 10 : Entrevue effectuée le 22 mars 2012. Membre de Ricomida depuis trois ans. 49 ans. Quatre enfants dont un vit avec elle. Mariée. S'identifie comme autochtone.

2. AUTRES ENTREVUES

Vicki Quezada : Organisatrice responsable du projet Ricomida. Entrevue effectuée le 27 mars 2012.

Elsa Suarez : Directrice exécutive du CEDESCO, spécialiste de la question des femmes en politique municipale. Entrevues le 9 février 2012 et le 25 avril 2012

Nora Fernandez : Organisatrice communautaire à l'IFFI, responsable du mouvement des femmes. Entrevue le 25 avril 2012.

ANNEXE D

Guide d'entrevue[22]

IDENTIFICATION

Age :

Ancienneté dans la coopérative :

Rôle/ poste dans la coopérative :

Statut matrimonial :

Enfants ?, nombre :

Auto-identification ethnique :

POUVOIR INTÉRIEUR

1. Pourquoi avez-vous décidé de vous impliquer dans Ricomida ?

2. Avez-vous remarqué des changements dans votre vie en général depuis que vous participez à Ricomida ?

3. Comment l'appartenance à Ricomida influence votre confiance en soi ?

4. Coment l'appartenance à Ricomida influence votre capacité à s'exprimer, dans la famille, en groupe, en public ?

5. Comment votre participation à Ricomida change la perception des autres sur vous ? Dans la famille ? Le voisinage ?

6. Sur le plan personnel, qu'est-ce que l'appartenance à Ricomida vous apporte ?

POUVOIR SUR

7. Sur le plan financier, est ce que Ricomida vous apporte des revenus ?

8. Les revenus venants de Ricomida représentent quelle proportion du revenu familial global ?

---

[22] Comme nous avons effectué des entrevues de type semi-dirigées, ce guide d'entrevue est un indicatif des questions qui ont été posées aux personnes interviewées. L'ordre des questions et la manière de les poser peut avoir changé selon ce que les participantes à l'étude disaient.

9. Dans la famille, comment décidez-vous la répartition des dépenses ?

10. Dans quel domaine décidez-vous comment vous dépensez ces revenus ?

11. Est-ce que le matériel du restaurant vous appartient ?

12. Comment répartissez-vous les tâches à la maison ? Rôles de chacun

13. Avez-vous remarqué des changements dans la répartition des tâches depuis Ricomida ?

14. Avez-vous remarqué des changements dans la répartition des revenus et des dépenses depuis Ricomida ?

POUVOIR DE

15. Quels apprentissages faits dans Ricomida sont les plus importants dans votre vie ?

16. Quel type de formation préférez-vous ? Lesquelles ont le plus d'impacts dans votre vie quotidienne ?

17. Aimeriez-vous avoir d'autres types de formations ? Lesquelles ?

18. Avez-vous des projets que vous aimeriez réaliser dans le futur ? (projet personnel, familial, collectif)

19. Qu'est-ce qui vous empêche de réaliser ces projets présentement ?

POUVOIR AVEC

20. Avez-vous des activités sociales à l'extérieur de Ricomida ?

21. Participez-vous à d'autres organisations que Ricomida ? (organisations communautaires, politiques)

22. Participez-vous à d'autres activités au sein de l'IFFI en dehors de Ricomida ?

23. Seriez-vous intéressée à vous impliquer dans une autre organisation éventuellement ? Laquelle ? Pourquoi ?

24. Connaissez-vous le concept d'*empowerment* ? Comment le définissez-vous ?

RICOMIDA

Photo prise par l'auteure

BIBLIOGRAPHIE

ACT ALLIANCE. 2012. *Promoting Gender Equality, 15 Studies of Good Practice : Clapping with Both Hands*, 66 p.

ACDI. AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. 1999. *Politique de l'ACDI en matière d'égalité entre les sexes,* 30 p. [En ligne], http://publications.gc.ca/collections/Collection/E94-227-1999F.pdf (Page consultée le 30 novembre 2017)

AQOCI. COMITÉ QUÉBÉCOIS FEMMES ET DÉVELOPPEMENT. 2008. *L'institutionnalisation du genre : de la conceptualisation théorique à la mise en pratique,* 21 p.

ARNEIL, Barbara. 2006. « Just Communities : Social Capital, Gender and Culture », in O'Neill, Brenda et Gidengil, Elisabeth (dir.), *Gender and Social Capital*, Londres : Routledge, p. 15-44.

BAHRI, Deepika. 2006. « Le féminisme dans/et le postcolonialisme », in Verschuur, C. (dir.), *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements des femmes. Cahier Genre et développement,* n^{o} 7, Paris : L'Harmattan, p. 27-54.

BM. BANQUE MONDIALE. 2014. *Données par pays : Bolivie,* [En ligne], http://donnees.banquemondiale.org/pays/bolivie#cp_fin, (Page consultée le 15 novembre 2014).

_____. 2012. *World Development Report 2012 : Gender Equality and development,* 452 p.

_____. 2004. *Autonomisation et réduction de la pauvreté : outils et solutions pratiques*, Montréal : Éd. St-Martin, 360 p.

_____. 2003. *Genre et développement économique : Vers l'égalité des sexes dans les droits*, *les ressources et la participation*, Montréal : Éd. St-Martin, 374 p.

BATLIWALA, Srilatha. 2007a. « Putting Power Back into Empowerment », *Gender at work* [En ligne], http://www.genderatwork.org/article/putting-power-back-into-empowerment, (Page consultée le 15 juin 2011).

_____. 2007b. « Taking the Power Out of Empowerment : an Experiential Account », *Development in Practice*, vol. 17, n^{o} 4, p. 557-565.

BEAULIEU, E. et ROUSSEAU, S. 2011. « Évolution historique de la pensée féministe sur le développement de 1970 à 2011 », *Recherches féministes*, vol. 24, n^{o} 2, p. 1-19.

BEESON, Anita. 2009. « Political Identities : the Indigenous and Afrodescendant Women's Movement in Bolivia and Brazil, a Case Study », Thèse, University of Texas at San Antonio, 321 p.

BERGERON, Suzanne. 2003. « Women in Development at the World Bank », *International Feminist Journal of Politics*, vol. 5, nº 3, p. 397-419.

BIBEAU, Gilles. 2005. « Le « capital social » : vicissitudes d'un concept », *Ruptures*, vol. 10, nº 2, p. 134-168.

BIEWENER C. et BACQUÉ, M-H. 2011. « Empowerment, développement et féminisme : du projet de transformation sociale à la gestion néolibérale », in Bacqué, M-H et Sintomer, Y. (dir.), *La démocratie participative : Histoire et généalogie*, Éditions La Découverte, Paris, p.82-102.

BOSERUP, Esther. 1970. *Women's Role in Economic Development*, London : Earthscan, 306 p.

BOURDIEU, Pierre. 1980a. « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, p. 2-3.

_____. 1980b. *Le sens pratique*, Paris : Minuit, 480 p.

BURMAN, Anders. 2011. « Chachawarmi : Silence and Rival Voices on Decolonisation and Gender Politics in Andean Bolivia », *Journal of Latin American Studies*, vol. 43, nº 1, p. 65-91.

CALVÈS, Anne-Emmanuelle. 2009. « Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers-Monde,* nº 200, p.735-749.

CAMPBELL, M.L. et TEGHTSOONIAN, K. 2010. « Aid Effectiveness and Women's Empowerment : Practices of Governance in the Funding of International Development », *Signs* (Chic), vol. 36, nº 1, p.177-202.

CHANT, Sylvia. 2008. « The 'Feminisation of Poverty' and the 'Feminisation' of Anti-Poverty Programmes : Room for Revision ? », *Journal of Development Studies,* vol. 44, nº 2, p.165-197.

CHARLIER, Sophie. 2011. « *Empoderamiento* des femmes par l'économie solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie », in Guérin I., Hersent, M. et Fraisse, L. (dir.), *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale,* IRD Éditions, p. 155-184.

_____. 2006a. « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique », in Auroi C. et Yepez I. (dir.), *Économie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine,* Louvain : Presses Universitaires UCL/IUED, p.87-110.

_____. 2006b. *L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes,* Thèse, Université Catholique de Louvain, 300 p.

_____. 2005. « L'économie solidaire au féminin, quel apport spécifique pour l'*empoderamiento* des femmes et la lutte contre la vulnérabilité ? », in *Sessions genre et développement de l'école doctorale en études du développement de l'IUED,* 10 p.

COLEMAN, James S. 1988. « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, vol. 94, p. 95-120.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAIBES (CEPALC). 2011. *Statistic and Database : Bolivia (Plurinational state of)*. [En ligne], http://interwp.cepal.org/cepalstat/WEB_cepalstat/Perfil_nacional_social.asp?Pais=BOL&idioma=i, (Page consultée le 4 novembre 2014).

CRENSHAW, Kimberle W. 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n° 39, p. 51-82.

DEERE Carmen Diana et LEON Magdalena. 2001. *Empowering Women : Land* and *Property Rights in Latin America*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 486 p.

DEFOURNY, J. et al. 1999. « Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud », in Defourny, J., Develtere, P. et Fonteneau, B. (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris et Bruxelles : De Boeck & Larcier, p. 25-57.

DELPHY, Christine. 2008. *Classer, dominer : Qui sont les « autres »,* Paris : La Fabrique, 232 p.

_____. 2001. *L'ennemi principal, volume 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris : Syllepse, 262 p.

DE SÈVE, Micheline. 2011. « L'intersectionnalité : féminisme enrichi ou cheval de Troie ? », *Labrys, études féministes/ estudos feministas,* n°s 20-21, [En ligne], http://www.tanianavarroswain.com.br/labrys/labrys20/franco/micheline.htm, (Page consultée le 24 novembre 2011).

DORLIN, Elsa. 2009. « Introduction : Vers une épistémologie des résistances », in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Actuel Marx, p. 5-18.

FALQUET, Jules. 2011. « Penser la mondialisation dans une perspective féministe », *La Découverte : Travail, genre et sociétés*, vol. 1, n° 25, p. 81-98.

_____. 2009. « La règle du jeu : repenser la co-formation des rapports sociaux de sexe, de classe et de race dans la mondialisation néo-libérale », in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Actuel Marx, p. 71-90.

_____. 2003. « Genre et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin », in F. Reysoo et Ch. Verschuur (dir.), *On m'appelle à régner. Mondialisation, pouvoir et rapport de genre,* IUED, UNESCO, DDC, p. 59-87.

FALQUET, J., HIRATA, H., KERGOAT, D., LABARI B., LEFEUVRE N. et SOW F. (dir.), 2010. *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris : Presses de Sciences Po, 278 p.

FLORENTIN, D.B. 2011. *Between Life and Policies : the Politics of Buen Vivir in Bolivia and Ecuador,* Mémoire de maîtrise, University of Bath, 71 p.

FREIRE, Paolo. 1974. *Pédagogie des opprimés* suivi de *Conscientisation et révolution*, Paris : François Maspero, 202 p.

GUÉRIN, Isabelle. 2007. « Économie solidaire et rapports de genre », in Laville Jean-Louis (dir.), *L'économie solidaire : Une perspective internationale*, Hachette, p. 245-276.

GUILLAUMIN, Colette. 1992. *Sexe, Race et Pratique du pouvoir*. Paris : Côté-femmes, 239 p.

HERNANDEZ CASTILLO, R.A. 2010a. « The Emergence of Indigenous Feminism in Latin America », *Signs,* vol. 35, nº 3, p. 539-545.

_____. 2010b. « Différentes façons d'être femme : La construction d'un nouveau féminisme indigène ? », in C. Verschuur (dir.), *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements des femmes. Cahier Genre et développement*, nº 7, Paris : L'Harmattan, p. 313-323.

INSTITUTO DE FORMACION FEMENINA INTEGRAL (IFFI). 2014. *ICCO Food Security Programme In Bolivia,* 90 p. [En ligne], http://www.iffi.org.bo/, (page consultée le 21 novembre 2014).

_____. 2011a. *RICOMIDA : Cadena de pensiones familiares. Sistematización : Una experiencia exitosa alrededor de una comida rica,* 33 p.

_____. 2011b. *Analysis y conclusión de los resultados de la aplicación de indicadores de empoderamiento económico personal en RICOMIDA*, 21 p.

_____. 2008. *Sistematización : Experiencias Exitosas de Mujeres Emprendedoras de Bolivia*, 105 p.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA. 2012. *BOLIVIA características de población y vivienda Censo Nacional de Población y Vivienda 2012,* 32 p.

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA), *ICA Gender Equality Committee : Opening Doors to Equal Opportunity*, [En ligne], http://www.ica.coop/gender/index.html, (page consultée le 20 juillet 2011).

JUTEAU, Danielle. 2010. « "Nous" les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie », *L'Homme et la société*, vol. 2, nºs 176-177, p. 65-81.

KABEER, Naila. 2005a. « Gender Equality and Women's Empowerment : A Critical Analysis of the Third Millennium Development Goal », *Gender & Development*, vol.13, nº 1, p. 13-24.

_____. 2005b. *Intégration de la dimension de genre à la lutte contre la pauvreté et Objectifs du Millénaire pour le développement*, Québec : Presses de l'Université Laval / L'Harmattan / CRDI, 306 p.

_____. 2001. « Ressources, Agency, Achievements : Reflections on the Measurement of Women's Empowerment », in Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), *Discussing Women's Empowerment : Theory and Practice.* Stockholm : SIDA studies, nº 3, p.17-57.

_____. 1994. *Reversed Realities : Gender Hierarchies in Development Thought*, London : Verso, 346 p.

KERGOAT, Danièle. 2012. *Se battre, disent-elles…* Paris : La Dispute : Le genre du monde, 354 p.

_____. 2010. « Le rapport social de sexe : de la reproduction des rapports sociaux à leur subversion », in Bidet-Mordel, A.(dir.), *Les rapports sociaux de sexes*, Coll. Actuel Marx Confrontations, p. 60-75.

_____. 2009. « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Coll. Actuel Marx Confrontation, p.111-126.

KERVYN, B., DEL CARMEN CAMACHO, M. 2010. *ICCO Food Security Programme. Country Report Bolivia*, 90 p.

KIT, Agri-ProFocus et IIRR. 2013. « Cas 5.4 : des femmes à la tête de restaurants en Bolivie », *Faire changer les chaînes : Égalité entre les genres dans le développement des chaînes de valeur agricoles*, Amsterdam : Editions KIT / Institut Royal des Tropiques, p.163-166.

LASIDA, Elena. 2008. « L'économie solidaire : une nouvelle façon de penser l'économie », [En ligne], http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/terre/5-5-l-economie-solidaire/l-economie-solidaire-une-maniere.html, (Page consultée le 25 octobre 2012).

LEÓN, Magdalena. 2000 [1re édition 1997]. *Poder y empoderamiento de las mujeres*, Santa Fé de Bogotá : Tercer Mundo/Fac. Ciencias Humanas.

MACLEAN, Kate. 2014. « Chachawarmi : Rhetorics and Lived Realities », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 33, no 1, p. 76-90.

_____. 2010. « Capitalizing on Women's Social Capital ? Women-Targeted Microfinance in Bolivia », *Development and Change,* vol. 41, no 3, p. 495-515.

MARKOWITZ L, TICE, K. 2002. « Paradoxes of Professionalization Parallel Dilemmas in Women's Organizations in the Americas », *Gender and Society,* no 16, p. 942-958.

MASSON, Sabine. 2010. « Sexe/genre, classe et race : décoloniser le féminisme dans un contexte mondialisé. Réflexions à partir de la lutte des femmes indiennes au Chiapas », in C. Verschuur (dir.), *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements des femmes, Cahier Genre et développement,* no 7, Paris : L'Harmattan, p. 297-312.

_____. 2009a. « Sexe, race et colonialité : point de vue d'une épistémologie postcoloniale latino-américaine féministe », in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Coll. « Actuel Marx Confrontation », Paris : PUF, p.183-200.

_____. 2009b. « Genre, race et colonialité en Amérique Latine et aux Caraïbes : une analyse des mouvements indigènes et féministes », in Fillieule, O. et Roux, P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris : Presses de Science Po, p. 299-316

MATHIEU, Nicole-Claude. 1991. *L'anatomie politique : catégorisations et idéologies du sexe*, Paris : Côté-femmes, 293 p.

MENDOZA, Carlos. 2010. « Racisme et nouveau modèle d'État en Bolivie », *Alternatives Sud,* vol. 17, p.157-169.

MOHANTY, Chandra Talpade. 2003. *Feminism Without Borders : Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham : Duke University Press, 299 p.

_____. 1988. « Under Western Eyes : Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Feminist Review*, nº 30, p. 61-88.

MOLYNEUX, Maxine. 2007. « Change and Continuity in Social Protection in Latin America Mothers at the Service of the State ? », *Gender and Development Programme Paper*, United Nations Research Institute for Social Development, nº 1, May, 60 p.

_____. 2002. « Gender and the Silences of Social Capital : Lessons from Latin America », *Development and Change,* vol. 33, nº 2, p.167-188.

_____. 1985. « Mobilization without Emancipation ? Women's Interests, the State, and Revolution in Nicaragua », *Feminist Studies,* vol. 11, nº 2, p. 227-254.

MONASTERIOS, Karin. 2007. « Bolivian Women's Organizations in the MAS Era », *NACLA Report on the Americas*, vol. 40, nº 2, p. 33-37.

MOSER, Caroline. 1989. « Gender Planning in the Third World : Meeting Practical and Strategic Gender Needs », *World Development*, vol. 17, nº 11, p. 1799-1825.

MUÑOZ CABRERA, P. 2012. « Economic Alternatives for Gender and Social Justice : Voices and Visions from Latin America », *Policy & Practice : A Development Education Review*, vol. 14, p. 64-84.

NADAL, Marie-Josée. 2000. « L'exercice du pouvoir dans les coopératives de femmes du Mexique », in Lori Saint-Martin et Lorraine Archambault, *Mots et espaces du féminisme, Cahiers de l'IREF,* Montréal : Institut de recherches et d'études féministes, nº 6, p. 92-115.

NAGELS, Nora. 2013. « Quand l'institutionnalisation du genre s'ethnicise. Le cas bolivien », *Lien social et Politiques*, nº 69, 2013, p. 91-106.

_____. 2011. « Les représentations des rapports sociaux de sexe au sein des politiques de lutte contre la pauvreté au Pérou », *Recherches féministes*, vol. 24, nº 2, 2011, p. 115-134.

NUSSBAUM, Martha C. 2000. *Femmes et développement humain : L'approche des capacités*, Paris : Des Femmes, 400 p.

OCDE, Réseau du CAD sur l'égalité hommes-femmes. 2009. *Développer une gestion axée sur les résultats en matière d'égalité hommes-femmes chez les organismes donneurs*, Dossier d'actualité, [En ligne], https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/43542174.pdf.

OCDE, *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide*, 2005 [En ligne] http://www.oecd.org/document/15/0, 3343,fr_2649_3236398_37192719_1_1_1_1,00.html, (page consultée le 20 septembre 2012).

O'NEILL, Brenda. 2006. « Canadian Women's Religious Volunteerism : Compassion, Connections, and Comparison », in O'Neill, B. et Gidengil, E., *Gender and Social Capital,* Londres : Routledge, p. 185-212.

OSTROM, Elinor. 1999. « Social Capital : a Fad or a Fundamental Concept ? », in Dasgupta, P. et Serageldin, I. (dir.), *Social Capital : A Multifaceted Perspective*, Washington D.C. : Banque Mondiale, p.172-214.

OVERHOLT, C., ANDERSON, M, K. CLOUD, K., et AUSTIN L. 1985. *Gender Roles in Development Projects : Cases for Planners*, West Hartford : Kumarian Press, 326 p.

PAPE, I.S.R. 2008. « 'This Is Not a Meeting for Women' : The Sociocultural Dynamics of Rural Women's Political Participation in the Bolivian Andes », *Latin American Perspectives*, vol. 35, p. 41-62.

PARPART, Jane. 2002. « Lessons from the Field : Rethinking Empowerment ; Gender and Development from a Post-(post ?) Development Perspective », in Kriemild Saunders (dir.), *Feminist Post-Development Thought : Rethinking Modernity, Post-Colonialism and Representation*, London : Zed Books. p. 41-56.

PUTNAM, Robert. 1995. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, n^{o} 1, p. 65-78,

_____. 1993a. « The Prosperous Community : Social Capital and Public Life », *American Prospect*. vol. 13, p. 35-42.

PUTNAM R.D., LEONARDI R., NANETTI R. 1993. « Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy », Princeton : Princeton University Press, 258 p.

RATHGEBER. Eva. 1994. « WID, WAD, GAD : Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement », in Dagenais, H. et Piché, D. (dir.), *Femmes, féminisme et développement/Women Feminism and Development,* Ottawa/Montréal : Canadian Research Institute for the Advancement of Women/ McGill-Queen's University Press, p. 77-95.

ROBERTS, A. et SOEDERBERG, S. 2012. « Gender Equality as Smart Economics ? A critique of the 2012 World Development Report », *Third World Quarterly*, vol. 33, n^{o} 5, p. 949–968.

ROUSSEAU, Stéphanie. 2011. « Indigenous and Feminist Movements at the Constituent Assembly in Bolivia : Locating the Representation of Indigenous Women », *Latin American Research Review*, vol. 46, n^{o} 2, p.5-28.

_____. 2009. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, n^{o} 2, p. 135-160.

ROWLANDS, Jo. 1997. *Questioning Empowerment : Working with Women in Honduras*, Oxford : Oxfam Publications, 180 p.

SANYAL, Paromita. 2009. « From Credit to Collective Action : The Role of Microfinance in Promoting Women's Social Capital and Normative Influence », *American Sociological Review*, vol. 74, nº 4, p. 529-550.

SARDENBERG, Cecilia. 2008. « Liberal vs. Liberating Empowerment : a Latin American Feminist Perspective on conceptualising Women's Empowerment », *IDS Bulletin*, vol. 39, nº 6, p. 18-25.

SEN G., GROWN C. 1987. *Development, Crises and Alternative Visions : Third World Women's Perspectives*, New York : Monthly Review Press, 128 p.

SOLIZ-RADA, A., STEFANONI, P., MESA, C. 2013. « Bolivia : el Censo 2012 cuestiona la idea de un Estado plurinacional. Dossier », *Sin Permiso.* 8 Septembre 2013. [En ligne], http://www.sinpermiso.info/articulos/ficheros/boli12.pdf, (page consultée le 5 mai 2015).

SOLOMON Barbara. 1976. *Black Empowerment : Social Work in Oppressed Communities,* New York : Columbia University Press, 438 p.

THEDE, Nancy. 2011. « Democratic Agency in the Local Political Sphere. Reflections on Inclusion in Bolivia », *Democratization*, vol. 18, nº 1, p. 211-235.

THORP, Rosemary. 2009. « Collective Action, Gender and Ethnicity in Peru : A Case Study of the People's Kitchens », *Crise Working Paper,* nº 67, 2009, p. 1-17.

TOUPIN, Louise. 1997. « Les courants de pensée féministe », *Version revue du texte « Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années. »* [En Ligne], http://archivesfemmes.cdeacf.ca/documents/courants0.html, (Page consultée le 26 février 2012).

TREILLET, Stéphanie. 2008. « L'instrumentalisation du genre dans le nouveau consensus de Washington », *Actuel Marx*, vol. 2, nº 44, p. 53-67.

UNIFEM. 2010. *Principe d'autonomisation des femmes : pour l'entreprise aussi l'égalité est une bonne affaire.* [En ligne], http://www.unifem.org/attachments/products/WomensEmpowermentPrinciples_fr.pdf, (Page consultée le 1 mai 2011).

UPHOFF, Norman. 2000. « Understanding Social Capital : Learning from the Analysis and Experience of Participation », in Partha Dasgupta Ismail Serageldin (dir.), *Social Capital : A Multifaced Perspective,* Washington DC : The World Bank, p. 215-253.

VÉZINA, Annie. 2004. « La formation sur le genre en République dominicaine : l'articulation difficile entre une approche féministe internationale et la dynamique locale », *Recherches féministes*, vol.17, nº 2, p. 85-113.

WIDE. 2011. *Alternativas Económicas para la Justicia Social y de Género : Voces y Visiones desde América Latina,* Éditions WIDE, 135 p.

YOUNG, Kate. 1988. « Introduction ; Reflections on Meeting Women's Needs », in Kate Young (dir.), *Women and Economic Development : Local, Regional and National Planning Strategies,* New York : Berg/U, p. 1-30.

Prix de publication de l'IREF

MEILLEURS MÉMOIRES DE MAÎTRISE – CONCENTRATION ÉTUDES FÉMINISTES

(2016) Marie-Hélène Lajoie, M.A. Science politique
Empowerment et rapports sociaux dans les projets de développement de coopératives : le cas de Ricomida en Bolivie, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 9, 2017, 68 p.

(2015) Sabrina Maiorano, M.A. Histoire de l'art
Représentation du sadomasochisme lesbien en art contemporain : genres et sexualités féministes queer dans les œuvres des artistes Del LaGrace Volcano, Catherine Opie et Tejal Shah, publié sous le titre *Représentation du BDSM lesbien en art contemporain : genres et sexualités féministes queer chez Catherine Opie, Del LaGrace Volcano & Tejal Shah*, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 8, 2016, 86 p.

(2014) Martine Joyal, M.A. Travail social
Lutter, appartenir, devenir. Les dynamiques d'engagement syndical de femmes immigrantes dans le secteur de l'hôtellerie au Québec publié sous le titre *Lutter, appartenir, devenir. L'engagement syndical des femmes immigrantes dans l'hôtellerie au Québec*, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 7, 2016, 75 p.

(2013) Ariane Gibeau, M.A. Études littéraires
Colères de femmes noires et excès narratifs dans « Passing » *de Nella Larsen*, « Sula » *de Toni Morrison* et « Push » *de Sapphire*, publié sous le titre *Chercher la rage. Colères et excès narratifs chez trois romancières africaines-américaines,* Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 6, 2014, 97 p.

(2013) Mickael Chacha Enriquez, M.A. Sociologie
Le mouvement trans au Québec. Dynamiques d'une militance émergente, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 5, 2014, 132 p.

(2012) Kim Rondeau, M.A. Études des arts
Où en sommes-nous avec l'art féministe ? Analyse de la programmation de La Centrale Galerie Powerhouse (1973-1978 et 2007-2010), Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 4, 2013, 90 p.

(2011) Stéphanie Mayer, M.A. Science politique [Prix ex æquo]
Du « Nous femmes » au « Nous féministes » : l'apport des critiques anti-essentialistes à la non-mixité organisationnelle, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 3, 2012, 92 p.

(2011) Anna Lupien, M.A. Sociologie [Prix ex æquo]
De la cuisine au studio : le rapport public/privé interrogé au fil des parcours d'artistes québécoises de trois générations, publié sous le titre *De la cuisine au studio*, Éditions du remue-ménage, 2012, 208 p.

(2010) Michèle Gaudreau, M.A. Études littéraires
Violence et identité dans « Les mouflettes d'Atropos *» et «* Le cri du sablier *» de Chloé Delaume*, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n^{o} 2, 2011, 84 p.

(2009) Gabrielle Trépanier-Jobin, M.A. Communication
Représentations alternatives de la subjectivité féminine dans le cinéma féminin québécois, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, nº 1, 2010, 71 p.

(2008) Marie-Julie Garneau, M.A. Communication [Prix ex æquo]
Le regard au féminin : analyse du cinéma des femmes au Québec, publié sous le titre Hors champ : la marginalisation des femmes québécoises devant et derrière la caméra, Cahiers de l'IREF, nº 21, 2010, 110 p.

(2008) Anne Létourneau, M.A. Sciences des religions [Prix ex æquo]
Violence au féminin en Juges 4-5 : entre normativité et subversion du genre, Cahiers de l'IREF, nº 22, 2010, 99 p.

(2007) Anahi Morales-Hudon, M.A. Science politique
Théorisations féministes d'une citoyenneté plurielle : paradoxes et tensions de l'inclusion des femmes, publié sous le titre Citoyenneté plurielle : paradoxes et tensions de l'inclusion des femmes. Le cas des femmes zapatistes du Chiapas, *Mexique*, Cahiers de l'IREF, nº 18, 2008, 114 p.

(2006) Judith Patenaude, M.A. Études littéraires [Prix ex æquo]
Le modelage du corps et de l'esprit féminins dans l'« Histoire d'Omaya *» (1985) de Nancy Huston. Une critique des représentations de genre*, Cahiers de l'IREF, nº 17, 138 pages.

(2006) Mélissa Nader, M. A. Sociologie [Prix ex æquo]
Les enjeux de la suppression hormonale des menstruations. Une analyse des discours de professionnels de la santé, Cahiers de l'IREF, nº 16, 2007, 135 p.

(2005) Marie-Ève Bélanger, M. A. Études littéraires
Guerre, genre et résistance : Malika Mokeddem et Fariba Hachtroudi, Cahiers de l'IREF, nº 15, 2006, 116 p.

(2004) Louise Brossard, M.A. Sociologie [Prix ex æquo]
Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe : Rich, Wittig, Butler, Cahiers de l'IREF, nº 14, 2005, 155 p.

(2004) Julie Brunet, M. A. Études littéraires [Prix ex æquo]
Histoires de grands-mères : exil, filiation et narration au féminin dans « La mémoire de l'eau », *de Ying Chen*, « Le bonheur à la queue glissante » *d'Abla Farhoud et* « La dot de Sara », *de Marie-Célie Agnant*, publié sous le *titre Histoires de grands-mères : Exil, filiation et narration dans l'écriture des femmes migrantes du Québec*, Cahiers de l'IREF, nº 13, 2005, 110 p.

(2003) Évelyne Ledoux-Beaugrand, M. A. Études littéraires
De l'écriture de soi au don de soi : les pratiques confessionnelles dans « La honte » *et* « L'événement » *d'Annie Ernaux*, Cahiers de l'IREF, nº 12, 2005, 139 p.

(2002) Judith Trudeau, M. A. Science politique
Genre et technosciences : les rôles féminins dans l'univers de quatre jeux vidéo, Cahiers de l'IREF, nº 11, 2004, 94 p.

(2001) Gaétane Lemay, M.A. Intervention sociale
Le rapport au pouvoir des femmes et des hommes et la représentation des femmes au Bureau de la Fédération des travailleurs et travailleuses (FTQ), Cahiers de l'IREF, n^{o} 9, 2003, 170 p.

(2000) Sandrina Joseph, M.A. Études littéraires
Figures d'un discours interdit : les métaphores du désir féminin dans « Villette » *de Charlotte Brontë*, Cahiers de l'IREF, n^{o} 8, 2001, 149 p.

(1998) Nathalie Ricard, M.A. Intervention sociale
La maternité chez les lesbiennes. Diversité de portraits, publié sous le titre *Maternités lesbiennes*, Éditions du remue-ménage, 2001, 190 p.

(1997) Violaine Gagnon, M.A. Communication
Vidéaste autour du monde. Enjeux et contraintes de la rencontre interculturelle et de sa représentation, Cahiers de l'IREF, n^{o} 2, 1998, 152 p.

(1996) Lise Letarte, M.A. Sexologie
Quand la violence parle du sexe. Analyse du discours thérapeutique pour hommes violents, Cahiers de l'IREF, n^{o} 1, 1998, 130 p.

Les Cahiers de l'IREF

Empowerment et rapports sociaux dans les projets de développement de coopératives : le cas de Ricomida en Bolivie

L'*empowerment* des femmes est devenu un terme omniprésent dans le domaine du développement depuis les années 1990. Face à la dépolitisation de la notion depuis sa cooptation dans le paradigme dominant du développement, il importe de remettre à l'ordre du jour la définition féministe radicale de l'*empowerment*, qui met l'accent sur la remise en question des rapports sociaux de domination. Puisque les projets d'économie sociale, tels que les coopératives féminines, en sont un type souvent implanté en vue de favoriser le renforcement du pouvoir des femmes, cette recherche tente de comprendre la portée des projets de coopératives à favoriser l'*empowerment* collectif des femmes.

L'étude de la coopérative Ricomida nous permet de comprendre les facteurs institutionnels et structurels qui l'influencent. L'analyse de la consubstantialité des rapports sociaux de sexe, de race et de classe vécus par les membres de Ricomida nous éclaire sur la manière dont fonctionne l'*empowerment* des femmes de la coopérative. L'imbrication particulière de ces rapports sociaux, de même que la manière dont le projet est conçu et évalué, favorisent plutôt les aspects individuels de l'*empowerment* des femmes de Ricomida. Les aspects collectifs du renforcement du pouvoir des femmes semblent toutefois se confronter à un ensemble d'obstacles.

Marie-Hélène Lajoie est détentrice d'une maîtrise en sciences politiques avec une concentration en études féministes de l'Université du Québec à Montréal (2015). Elle s'intéresse particulièrement à la solidarité internationale et aux mouvements de femmes latino-américains. Elle travaille actuellement en développement international en tant que conseillère volontaire en égalité entre les femmes et les hommes.

La collection Tremplin des Cahiers de l'IREF est consacrée à la publication de mémoires avec concentration en études féministes qui ont remporté le Prix de publication de l'Institut.

www.iref.uqam.ca

Institut de recherches et d'études féministes
Téléphone : 514 987-6587
Télécopieur: 514 987-6742
iref@uqam.ca

ADRESSE MUNICIPALE
210, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hôtel-de-Ville, local VA-2200
Montréal (Québec) H2X 1L1
Métro Berri-UQAM

ADRESSE POSTALE
Université du Québec à Montréal
Institut de recherches et d'études féministes
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA